

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1948

N°

420

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

LAFFORT (Louis)

Né à Bordeaux, le 3 Juin 1906

Présentée et soutenue publiquement le 30 Juin 1948

MÉDECINS DEVANT LA RÉVOLUTION DE 1848

Président : M. M. BARIÉTY, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1949

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Nom du Candidat : **LAFFORT.**

Prénoms : **Louis.**

(éventuellement) :

Nom de jeune fille :

Date de la soutenance : **30 Juin 1948.**

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

LAFFORT (Louis). — Médecins
devant la Révolution de 1848. — *Paris,*
Lib. Le François, 1949, in-8°, 101 p.
(*Th. méd. (Et.), Paris 1948.*
N°).

LAFFORT (Louis). — Médecins
devant la Révolution de 1848. — *Paris,*
Lib. Le François, 1949, in-8°, 101 p.
(*Th. méd. (Et.), Paris 1948.*
N°).

LAFFORT (Louis). — Médecins
devant la Révolution de 1848. — *Paris,*
Lib. Le François, 1949, in-8°, 101 p.
(*Th. méd. (Et.), Paris 1948.*
N°).

LAFFORT (Louis). — Médecins
devant la Révolution de 1848. — *Paris,*
Lib. Le François, 1949, in-8°, 101 p.
(*Th. méd. (Et.), Paris 1948.*
N°).

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1948

N°

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

LAFFORT (Louis)

Né à Bordeaux, le 3 Juin 1906

Présentée et soutenue publiquement le 30 Juin 1948

MÉDECINS DEVANT LA RÉVOLUTION
DE 1848

Président : M. M. BARIÉTY, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1949

DOYENS HONORAIRES :

MM. BALTHAZARD, ROUSSY, BAUDOUIN

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. AUBERTIN, BALTHAZARD, BASSET, BAUDOUIN, BEZANÇON, BRIN-
DEAU, CARNOT, CHEVASSU, CHIRAY, CLERC, A. COUVELAIRE, DELBET,
HARTMANN, HEITZ-BOYER, JEANNIN, LAIGNEL-LAVASTINE, LAUBRY,
LEMIERRE, LENORMANT, MARION, MULON, OMBRÉDANNE, ROUSSY,
ROUVIERE, SANNIÉ, SÉBILEAU, SÉZARY, TANON.

DOYEN	Léon BINET.
	Membre de l'Institut.
ASSESSEUR	Jean VERNE.

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	OLIVIER.
Anatomie pathologique.....	LEROUX.
Assistance Médico-Sociale.....	N...
Bactériologie	GASTINEL.
Biologie médicale	VERNE.
Chimie médicale.....	POLONOVSKI
Clinique cardiologique	DONZELOT.
	BROCC.
Cliniques chirurgicales	CADENAT.
	MONDOR.
	QUENU.
Clinique chirurgicale infantile et d'ortho- pédie	LEVEUF.
Clinique chirurgicale orthopédique.....	MATHIEU.
Clinique gynécologique.....	MOCQUOT.
Clinique des maladies cutanées et syphi- litiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies des enfants.....	ROBERT DEBRÉ.
Clinique des maladies infectieuses.....	MOLLARET.
Clinique des maladies mentales et des ma- ladies de l'encéphale.....	DELAY.
Clinique des maladies du système nerveux	ALAJOUANINE.
	BENARD (H.).
Cliniques médicales.....	LAROCHE (Guy).
	HARVIER.
	LIAN.
Clinique médicale propédeutique.....	PASTEUR-VALLERY-RADOT
Clinique de neuro-chirurgie	N...
	LANTUEJOUL.
Cliniques obstétricales.....	LEVY-SOLAL.
	PORTES.
Clinique ophtalmologique.....	VELTER.
Clinique oto-rhino-laryngologique.....	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	SENEQUE.
Clinique thérapeutique médicale.....	CHABROL.
Clinique de la Tuberculose.....	BERNARD (Et.).
Clinique urologique	FEY
Embryologie	GIROUD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	N...
Histologie	CHAMPY.



PROFESSEURS (suite)

MM.

Hydrologie thérapeutique et climatologie.	JUSTIN BESANÇON.
Hygiène et clinique de la première enfance	CATHALA.
Hygiène et médecine préventive.....	JOANNON.
Médecine du Travail.....	DUVOIR.
Médecine légale.....	PIEDELIEVRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT (E.).
Pathologie chirurgicale.....	PETIT-DUTAILLIS.
Pathologie exotique	LAVIER.
Pathologie expérimentale et comparée....	LEMAIRE.
Pathologie médicale	MOREAU.
Pathologie et thérapeutique générales	DE GENNES.
Pharmacologie et matière médicale.....	HAZARD.
Physiologie	LÉON BINET.
Problèmes alimentaires (chaire à titre personnel)	RICHET (Ch.).
Puériculture	LELONG.
Radiologie médicale	DESGREZ (H.).
Stomatologie	DECHAUME.
Physique médicale.....	STROHL.
Technique chirurgicale	MOULONGUET.
Thérapeutique	N...

PROFESSEURS SANS CHAIRE :

MM. DESOILLE (Médecine légale), DOGNON (Physique médicale), GAIL-
LARD (Parasitologie), HALPHEN (O. R. L.), JAYLE (M.) (Chimie médicale),
Mlle J. LÉVY (Pharmacologie), OLIVIER (Anatomie).

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

	MM.		MM.
Anatomie	CORDIER.	Pathologie chirurgicale..	PADOVANI.
	DELMAS.		PATEL.
Anatomie pathologique..	N... ff. DEBEYRE.		ROUX.
	DELARUE.	Pathologie expérimentale.	RUDLER.
Bactériologie	Mlle GAUTHIER-VILLARS		SICARD.
	BONNET.		MERKLEN.
Biochimie médicale.....	FASQUELLE.		BROUET.
Dermato-Syphiligraphie ..	ETTÖRI.		CACHERA.
	SCHAPIRA.		DECOURT.
Histologie	DEGOS.	Pathologie médicale.....	DREYFUS (Gilbert
	BULLIARD.		FAUVERT.
Hydrologie	COUJARD.		GARCIN.
Hygiène	DESCLAUX.		HAMBURGER.
Neurologie	DEBRAY.		KOURILSKY.
	BOYER.		LAMY.
	DEPARIS.		LENEGRE.
Obstétrique	DE SEZE.	Pédiatrie	MARCHAL.
	DIGONNET.	Pharmacologie	MAURIC.
	MAYER.	Physiologie	SOULIE.
Ophtalmologie	SUREAU.		LAPLANE.
Oto-rhino-laryngologie ..	VARANGOT.		MARIE (Julien).
Parasitologie	OFFRET.	Psychiatrie	CHEYMOL.
	AUBIN.	Thérapeutique Agr. ch.	BARGETON.
Pathologie chirurgicale..	BRUMPT, L. C.	d'ens.	PARROT.
	FEVRE.	Urologie	DJOURNO.
	HUGIER.		BARUK.
	LÉGER.		BROUET.
	MERLE		COUVELAINE (R.).
	D'AUBIGNÉ.		

III. — PROFESSEURS HONORAIRES ET AGRÈGES RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM. BASSET (Pathologie chirurgicale), BRINDEAU (Obstétrique),
HUGUENIN (Anatomie pathologique), LE LORIER (Obstétrique),
VAUDESCAL (Obstétrique).

IV. — PROFESSEURS SANS CHAIRE ET AGREGES CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT.

	MM.
Clinique chirurgicale	AMELINE. BASSET. DE GAUDART D'ALLAINES FUNCK-BRENTANO. GATELLIER. MENEGAUX.
Clinique médicale	BARIETY. BOULIN. CHEVALLIER. COSTE. HAGUENAU. MOUQUIN. TURPIN.
Clinique obstétricale	ECALLE. LACOMME.
Clinique ophtalmologique	RENARD.
Clinique oto-rhino-laryngologique	HALPHEN.

V. — CHARGÉS DE COURS

	M.
Radiologie clinique.....	LEDOUX-LEBARD.

	MM.
Secrétaire de la Faculté	J. MOREL.
Secrétaire-adjoint	M. BRISSIAUD.
	MM.
Bibliothécaire en Chef	D ^r A. HAHN.
Bibliothécaires	MM ^{lles} DUMAITRE, GOI CHON, LAURENT.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

INTRODUCTION

Le rôle des médecins est négligé au cours de la commémoration de la Révolution de 1848, et n'est pas négligeable. Nous avons tenté de l'esquisser, et non de le traiter sous tous ses aspects, et avec toutes ses conséquences. Une sélection prête à la critique plus souvent qu'à l'éloge, et pourtant elle s'impose pour nous. Si l'on devait passer en revue tous les médecins qui ont joué un rôle en 1848, même limité à la Révolution et à ses suites, c'est un gros volume qu'il faudrait composer, et il exigerait des années de travail spécialisé. Nous n'avons songé qu'à grouper les éléments qui permettent de tracer le rôle général des MÉDECINS DEVANT LA RÉVOLUTION DE 1848, tâche composite où se joignent des tendances qui se sont combattues plus qu'elles ne se sont réunies. Mais cette diversité sauvegarde un élément essentiel : la liberté de penser dont use le corps médical, avec une passion pour l'indépendance vraiment remarquable.

Après avoir esquissé ce portrait d'ensemble, nous avons retenu au passage quelques-unes des figures caractéristiques de cette époque : VILLERMÉ, qui se trouve être le précurseur tant son Enquête sur la vie ou-

rière a eu de retentissement, POUMIES DE LA SIBOUTIE, un témoin, un bon observateur ; des médecins hommes politiques, BUCHEZ, RECURT et TRELAT, un grand médecin parlementaire, TROUSSEAU, et nous avons puisé dans la correspondance de BRETONNEAU afin de dégager ce que pensait le vieux Maître du tournant de la carrière de son disciple favori. Nous avons accordé une place dans cette étude aux idées de Jules BÉCLARD sur le droit au travail, à Michel LÉVY, qui revendiqua avec force la réforme de la médecine militaire et traça le programme de la profession médicale, à ARAN qui s'efforça de fixer la manière dont les fonctions publiques doivent être accordées aux médecins, à SERRES qui s'inquiéta de l'hygiène et du travail dans les écoles, à PIORRY et à ROSTAN qui clamèrent la fin de l'ancien régime, ROYER-COLLARD, qui, avec foi, montra qu'il était nécessaire de rénover l'hygiène publique et que les temps favorables étaient venus, à ORFILA, victime du Gouvernement provisoire, et à BOUILLAUD son adversaire et successeur éphémère comme doyen de la Faculté de Médecine de Paris.

Enfin, dans un chapitre « HORS SÉRIE », nous avons brièvement évoqué deux grands savants Français, Louis PASTEUR, Emile LITTRÉ. On verra l'intérêt de cette évocation. Chemin faisant, nous aurons étudié successivement divers aspects de la Révolution de 1848, en fonction de la classe médicale et paramédicale. Tout ce qu'il est nécessaire de connaître sur cette période follement agitée n'aura pas été dit ; mais nous espérons que l'idée viendra à l'un de nos contemporains, de compléter notre modeste ouvrage.

Nous rappelons que nous avons été devancés par le Docteur Pierre ASTRUC, qui a donné, de 1848 ET LA MÉDECINE, une vue d'ensemble qui se déroule comme un film. Nous devons infiniment à ce travail initiateur, où l'on trouvera retracés de nombreux sujets, que nous avons délibérément laissés dans l'ombre tels que le Prologue de la Révolution, la République, la Faculté et l'Académie, la Campagne électorale, la création de l'Assistance Publique, le Bilan Scientifique de 1848 qui par son importance, et grâce à la création de la SOCIÉTÉ DE BIOLOGIE, ouvre à la Science médicale une ère nouvelle.

I. — LA CLASSE MÉDICALE EN 1848

Héraclite le Sage dit que toutes les choses de ce monde ont été créées pour être sans cesse en opposition. DE ROJAS, *La Célestine*.

Le titre même de ce Chapitre est un essai. L'ignorant encore, car les historiens généraux ne l'ont jamais employé puisqu'ils passent sous silence la Médecine, son histoire, et les réactions des Médecins au cours du règne de Louis-Philippe et de la Révolution qui le brise (1), on ne manquera pas de dire que la classe médicale n'a pas de place entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, n'appartenant pas à la première, et se rapprochant assez de la seconde pour se fondre en apparence avec elle. Mais il n'est pas moins vrai que le corps médical fut animé de passions humanitaires, particulièrement éclairées, et que ses aspirations généreuses furent dirigées vers l'amélioration de la santé publique, tout en concevant la nécessité de réformes profondes de la profession. C'est en ce sens que ce

(1) *La Révolution de 1848 et la seconde République* par E. TERSEN (Ligue Française de l'enseignement).

« Corps » peut être constitué en « classe », à l'avant-garde de la Société. Le médecin n'est-il pas suivant la définition du moraliste B. Jacob (2) « le clair et généreux esprit qui a le goût de la santé, dans la vie physique comme dans la vie morale, dans la vie publique comme dans la vie privée ? » et Henri de Saint-Simon dans sa parabole célèbre, n'a-t-il pas songé que « parmi les trente mille Français les plus utiles à leur pays, ceux qui lui procurent le plus de gloire, qui hâtent le plus sa civilisation ainsi que sa prospérité figurent « les cinquante premiers médecins, les cinquante premiers chirurgiens » dont la perte subite contribuerait à réduire la nation à un corps sans âme ?

Si cette première proposition est admissible, la seconde pourra être risquée. Un autre texte du même Saint-Simon « les hommes n'ont qu'un besoin, la liberté... la liberté pour eux, c'est de ne pas être troublés dans la jouissance de ce qu'ils ont produit » (3), réservé aux ouvriers de l'industrie, doit être étendu à tous les travailleurs y compris les intellectuels, dont les médecins, en tant qu'humanistes font incontestablement partie.

1. L'HOMME DE 1848.

Les remarques de Saint-Simon datent de 1817. En franchissant 31 années, on peut s'apercevoir qu'elles étaient prophétiques, qu'elles ont fait du chemin et se

(2) Lettres d'un philosophe (Rieder).

(3) Cité par J. CHEVALIER : *L'Organisation du Travail*. Flammarion.

sont ancrées dans l'esprit public. Suivant le mot de Pierre Leroux, les fanfares industrielles (4) ont assez bruyamment retenti pour avoir été entendues, et pour que de longs échos leur répondent. « L'homme de 48, écrit M. Cassou dans le *QUARANTE-HUITARD*, vit dans un moment où se produit une des plus grandes transformations du monde. Le capital et l'industrie s'emparent de celui-ci. Les chemins de fer l'insèrent dans leur réseau. Les banques croissent, les manufactures se créent. Cependant, les plaintes et les appels à travers le tumulte se font entendre. Les manufactures s'enflant attirent les paysans et les artisans. Un peuple nouveau apparaît, un peuple affamé, un peuple de misérables ; une classe sociale surgit, une espèce humaine, « l'espèce ouvrière » comme dit le phalanstérien. Considérant L'époque de 48 est une époque de chaos ; c'est donc une époque d'aurore ».

a) LA CLASSE OUVRIÈRE. — Sur cette classe ouvrière, sur ses misères, sur l'esclavage, touchant à la vie souterraine qu'elle subit, nous sommes abondamment renseignés, entre autres par le rapport du Docteur VILLERME que nous exposerons en étudiant le médecin et l'œuvre et qui, précédant de 9 ans la Révolution, la montre sans le dire toutefois, inévitable.

b) LA BOURGEOISIE. — En regard de cette classe ouvrière, la bourgeoisie, dit M. Cassou, « est en pleine force, et en pleine conscience de sa force ». Elle obéit au cri de Guizot « Enrichissez-vous », et c'est pourquoi

(4) Voir J. CASSOU. Quarante-huit. *Le Quarante-Huitard*.

■

« si au moment de leur déclin certaines classes dirigeantes du passé ont su mourir avec dignité, celle-ci ne peut choir que de façon honteuse ». Un Lamennais a alerté l'opinion en prévoyant la « vaste exploitation du pays au profit d'une classe d'hommes qui la dévorent ».

c) LA CLASSE MÉDICALE. — La lutte est fatale et s'engage. La tâche qui s'impose aux ouvriers est de s'unir, de s'organiser, d'agir »... et doivent l'accomplir eux-mêmes, par eux-mêmes, pour eux-mêmes » (Cassou).

La classe médicale n'en n'est-elle pas, dans son ensemble, à la même croisée des chemins ? Sans doute mais elle se réfère plus exactement, à la mêlée philosophique de l'heure. « Qu'ils en aient ou non claire conscience, écrit M. Pierre Astruc (5), quand les médecins essaieront de réorganiser leur profession, ils entendront, dans l'hymne à la production entonné par les fanfares industrielles, l'appel strident du Saint-Simonisme. Quand ils voudront se grouper en une association, ils se rangeront bon gré mal gré sous la bannière de Fournier. Quand ils se révéleront fêrus de liberté et qu'ils se pencheront sur les maux dont souffre le monde du travail, ils ressentiront l'influence profonde du visionnaire démoniaque, et resté inclassable que fut Proudhon ». Autant dire que leurs efforts ne se limitent pas à faire triompher leurs intérêts, et que s'ils agissent « eux-mêmes » et « par eux-mêmes » ils agissent « pour eux-mêmes » et surtout *pour autrui*.

(5) P. ASTRUC : 1848 et la Médecine.

1. L'ENTHOUSIASME MÉDICAL POUR LA RÉPUBLIQUE.

Cet enthousiasme est-il général ? Sans doute, tous les médecins ne sont pas, en 1848, Républicains au même degré, et leur amour pour la République provient d'un coup de foudre qui déracine brusquement des convictions antérieures. L'expression « républicain du lendemain » dont il ne nous appartient pas de suivre la fortune, se trouve déjà sous la plume du Docteur Poumiès de la Siboutie, ainsi qu'on le verra plus loin. L'action de ceux qui sont fidèles à la famille d'Orléans (par exemple, Louis), est aussi discrète que l'attachement de certains au pouvoir royal, et il faudra que, plus tard, l'empereur exige des professeurs de la Faculté de Médecine qu'ils lui prêtent serment, pour que Chomel, cordialement uni aux représentants du régime évanoui, préfère donner sa démission. Il y a aussi des républicains de longue date, tel que BUCHEZ.

Dans l'ensemble, l'explosion de la liberté fait jaillir des cerveaux médicaux un enthousiasme inouï pour la République. Les journaux professionnels de l'époque en portent l'étendard aux trois couleurs. Or ainsi que le remarque M. P. Astruc, (*Loco citato*), la presse médicale « n'a pas subi la poussée printanière qui a fait éclore 44 feuilles politiques en mars, 82 en avril ». Les trois principaux organes qui guident la pensée de nos lointains confrères, ou la reflètent, sont, comme avant la Révolution, *La Gazette des Hôpitaux* de Fabre (6), *La Gazette Médicale de Paris*, de GUÉRIN (7),

(6) Né à Marseille en 1797 d'où le pseudonyme « le Phocéén ». (Voir le chapitre sur Orfila).

(7) 1801-1886, orthopédiste des Enfants malades ; membre de l'Académie de Médecine (1842).

l'*Union Médicale* de LATOUR (8). Dans les colonnes de la première, le rédacteur exulte de joie « LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, telle est l'inscription tracée sur le fronton de la République Française ; tous les Français seront égaux en droits et en devoirs », et il dénonce les maux dont souffre la société : les enfants qui s'étiolaient dans les manufactures, « nos » femmes et « nos » filles vouées à la prostitution, les bagnes remplis de pauvres hères sans instruction, la rapacité des patrons, le manque d'air, de lumière, d'aliments, les miasmes pestilentiels, etc... *La Gazette Médicale de Paris* joint « la voix infime du journal à la grande voix de la nation, pour saluer la République. Y eut-il jamais, de mémoire d'homme, quelque chose d'aussi beau, d'aussi grand, d'aussi imprévu que cette Révolution venant briser d'un souffle les entraves, contre lesquelles se débattaient depuis des siècles les institutions, les droits d'un peuple et d'un pays ? ». *L'Union Médicale* fait chorus « la plus belle, la plus noble, la plus sainte des Révolutions vient de s'accomplir en quelques heures. Le peuple a renversé d'un souffle un système odieux qui comprimait les plus généreux de la Nation ».

2. DIVERGENCES ET POINTS COMMUNS.

Donc la presse médicale est républicaine, républicaine tout court. Il ne paraît pas qu'on puisse l'inféoder à l'un des trois partis qui composent le Gouvernement provisoire, à l'un des hommes représentatifs :

(8) 1805-1882, Fondateur de la *Première Presse Médicale* et de l'*Union Médicale*, collaborateur d'ANDRAL. Associé libre de l'Académie de Médecine (1870).

elle est libre, et elle use de la liberté à sa guise. Elle est prête avant le Gouvernement, et plus que lui, à voler au secours de la Pologne dont elle enregistre avec émotion l'appel aux médecins français. Si l'*Union Médicale* s'élève seule contre tout retour de la monarchie, à laquelle un journal belge accuse le corps médical d'être favorable, c'est que les autres feuilles laissent leur confrère répondre pour elles. Unaniment, les journaux médicaux repoussent l'organisation du travail, telle que le Gouvernement l'improvise, et en cela elle se rapproche, sans le dire, de la conception de Louis Blanc. Mais le zèle anti-communiste de la *Gazette des Hôpitaux* la pousse à combattre ironiquement les réformes envisagées par Cabet dans son VOYAGE EN ICARIE (1842) comme l'établissement des spécialités, médecine, chirurgie, enfants, aliénés, etc... et la *Gazette Médicale de Paris* proteste avec indignation quand une commission, où siègent VELPEAU, NELATON, MONOD, TARDIEU, se prononce contre les médecins spécialistes dans les hôpitaux, ce qui établit qu'il y a des divergences assez bizarres entre les idées soutenues par les organes professionnels et que les médecins sont divisés. Sur un point l'accord se fait. Alors qu'avant la Révolution la mésentente était profonde : l'Union des médecins que préconise d'abord Amédée Latour, puis Latour secondé par Guérin, devient le premier article d'un programme.

3. LES MÉDECINS A L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE.

Un autre appel lancé par Latour : être citoyens avant d'être médecins, oublier un moment les ques-

tions personnelles pour contribuer à fortifier la république naissante, a été devancé. Les médecins ont montré au cours des journées révolutionnaires qu'ils savaient agir. Le corps médical a bien commencé, raconte la *Gazette Médicale de Paris* : « il a pris modestement les Tuileries ». BUCHEZ est entré l'un des premiers dans le Palais. AUBERT-ROCHE (1) a déterminé le Duc de Nemours à faire retirer les troupes ; ce fut lui aussi qui communiqua au peuple l'acte d'abdication qu'il avait arraché des mains d'un officier d'état-major. Des confrères ont marché à la tête des bataillons de la garde nationale ; d'autres se sont vaillamment battus dans les rangs de l'armée populaire... mais leur mission était plus de panser les blessures que d'en faire... les officiers de Santé du Val de Grâce, que des malentendus avaient dispersés dans la Capitale se sont groupés pour relever les blessés dans la mêlée du Carrousel, et transformèrent le lieu de leur installation en un sanctuaire. Zurkowski (de Neuilly) se distingua, par son dévouement, à l'ambulance du Palais-Royal... Leserre, Corvisart neveu, Jacquet, Bourdet, Richard, etc., ont été grièvement blessés.

4. LES MÉDECINS REPRÉSENTENT L'ÉLÉMENT SUPÉRIEUR DE LA NATION.

L'enthousiasme déclenche l'action et l'action engendre l'enthousiasme. « Une certaine griserie s'empare des cerveaux » écrit M. Pierre Astruc ; la fièvre obsidionale se déclare, et les médecins veulent obtenir la couronne d'herbes moins pour ce qu'ils ont fait que pour ce qu'ils désirent faire. « Les brillants journalis-

(1) Co-directeur de l'*Union Médicale*.

tes qui traduisent l'ambition médicale, la répètent à satiété, comme un refrain populaire amplifié par un haut-parleur destiné à émoustiller l'auditoire. Un mot résumerait l'idée qu'ils se font de la profession « qu'était le médecin hier ? Rien. Que doit-il être ? Tout ». Fini le temps où il était un subalterne, où, dit la *Gazette Médicale de Paris*, la Chambre des Pairs se déclarait encanaillée par le contact d'un médecin praticien ; où en 1847 encore Duvergier de Hauranne ne réussissait pas à faire ranger les docteurs en médecine parmi les électeurs. Désormais, les médecins sont électeurs, éligibles, et l'on compte qu'un grand nombre d'entre eux sera envoyé, par leurs concitoyens à l'Assemblée Nationale. N'est-ce pas le médecin qui est le plus apte à comprendre tous les milieux sociaux parce qu'il pénètre partout. « Toutes les classes lui sont accessibles ; il arrive au riche aussi facilement qu'il entre chez le pauvre ; toutes les religions le reçoivent ; le Juif lui fait aussi bon accueil que le Chrétien et nul ne se dérobe à sa présence. Dans les circonstances actuelles qui pourrait se flatter d'obtenir comme le médecin, la confiance de toutes les pensées, de toutes les croyances ? » Ainsi s'exprime l'éditorialiste de la *Gazette Médicale de Paris*.

5. LES MÉDECINS VEULENT RÉFORMER LA SOCIÉTÉ ET FONDRE LA MÉDECINE SOCIALE.

Dans le même journal, Boudin, médecin d'état-major de la première division militaire (9) développe des

(9) 1806-1867.

idées complémentaires. « Est-ce l'avocat, est-ce l'économiste pur, est-ce l'homme de sabre qui préciseront le remède à appliquer sur les diverses plaies du corps social ? Non, le médecin est seul apte à remplir cette importante mission non plus avec *l'humilité* de la voix consultative, mais en élevant le verbe et la tête ainsi qu'il sied à celui qui réclame, au nom de trente mille juges compétents une grande réparation due à la société jusqu'ici exploitée et trompée ».

Ne s'agit-il que de remplir le rôle de réformateur ? Le médecin ne doit-il pas apporter les conseils de son expérience à tous les hommes ? *L'Union médicale*, dans un souci de prévoyance sociale qui se fait jour à cette époque, veut qu'il y ait des médecins dans les ateliers nationaux, dans les manufactures, dans les institutions d'instruction publique, dans les œuvres de bienfaisance, les crèches, les salles d'asiles, à l'inspection des hôpitaux, des hospices, des maisons d'aliénés, des prisons et des bagnes ; chaque ambassade, chaque consulat doit avoir son attaché médical. Que de clairvoyance... *La Médecine sociale* qui est nommée ainsi pour la première fois par Guérin reçoit de son promoteur une définition heureuse, grâce à la maladresse d'un contradicteur. A un lecteur de la *Gazette médicale de Paris* qui, écrit Pierre Astruc, croit pouvoir rectifier : MÉDECINE SOCIALISTE, et non MÉDECINE SOCIALE, Guérin répond par une série d'arguments dont on tire la formule brève : la *médecine socialiste* (ou autre) est la *médecine au service d'un parti* ; la *médecine sociale* est la *médecine au service de la Société*. C'est encore Guérin, spécialiste de l'orthopédie,

et entraîné à redresser les jugements erronés, qui n'accepte pas la substitution de MÉDECINE POLITIQUE à la médecine sociale, proposée par Latour, son confrère de l'*Union médicale*. Guérin en veine de dissociations d'idées, montre qu'il y a entre les termes qu'on se plaît à opposer la même différence qui existe entre la révolution politique et la révolution sociale. Prenant appui sur un problème qui fait couler l'encre à flots, il précise : la médecine politique pourrait conseiller l'abandon de l'Algérie, en raison de l'acclimatation difficile des colons français ; la médecine sociale montrerait que le maintien de la colonisation est nécessaire afin d'établir l'hygiène dans ce pays. Ce souci de l'hygiène publique est grand et vivace dans l'esprit de ces médecins, libres d'exprimer leur opinion comme ils l'entendent.

Hégésippe Benoit, (*Gazette des Hôpitaux*) réclame l'hygiène de l'habitation dans les villes et à la campagne ; quarante-huitard auquel sa mission est révélée, il s'exclame « C'est un terrain vierge ; tout est à créer. La société doit aux prolétaires du travail, des aliments, de l'instruction, de l'honneur, de l'air et du jour. Boudin, dans le journal de Guérin, surenchérit et précise le programme qui s'impose : la lutte contre la hausse de la mortalité est, selon lui, le premier des devoirs. Comme Benoit, il place la question sous sa vraie donnée. « Partout la mortalité augmente avec l'agglomération des populations, avec le défaut d'aération. Il faut de l'air respirable, l'alimentation abondante, en particulier la viande à bon marché. » Le même médecin social se scandalise que l'on pose sans

cesse le problème difficile de l'organisation du travail, et que l'on porte si peu d'attention à l'organisation du travailleur, « aujourd'hui décimé par une foule de maladies qu'engendre la négligence, à son égard, de toutes les règles de l'hygiène publique, de cette branche de la médecine que nous nous obstinons à ranger parmi les branches accessoires ».

6. UN MINISTÈRE DU PROGRÈS.

Pour réaliser de si vastes desseins, il faudrait tout d'abord un *Ministère du Progrès* ou de la *Santé Publique*, que la Société de médecine de Strasbourg, *l'Union médicale*, la *Gazette médicale de Paris* réclament sans être entendues. Après trois mois de république, le journal de Latour s'étonne que la santé publique n'ait pas même les honneurs d'une division dans un de nos nombreux ministères et se contenterait « d'un fonctionnement administratif dans la division unique d'un ministère quelconque ». Au bout du même laps de temps, le journal de Guérin, avec plus d'amertume, constate qu'un Ministère du Progrès est une idée nouvelle qui constitue une espèce de personnalité contre ceux qui ne l'ont pas eue et craint que « L'avenir sous la république pas plus que sous la monarchie ne changera la loi naturelle des esprits ».

7. DEMANDES DE RÉFORMES HOSPITALIÈRES.

Les tentatives faites par les médecins, travaillant « eux-mêmes, par eux-mêmes, et pour autrui » vont-

elles se briser une à une ? Thierry (10) dès les premiers jours est chargé « d'améliorer l'administration des hôpitaux et le service médical des bureaux de bienfaisance au service exclusif des pauvres ». Il s'adjoint Voillemier (11) et Dumont et se met à l'œuvre. La tâche immense qui lui incombe amorce la création de l'administration centrale qui sera l'œuvre de Dufaure et du Parlement du 27 novembre 1848 au 10 janvier 1849. Au cours de l'année les impitoyables critiques reprochent à Thierry son inertie. Mais en quelques mois pouvait-il faire davantage que préparer l'avenir ? Le programme qui lui est tracé par FÉLIX ROUBAUD (*Gazette des Hôpitaux*) n'est pas de ceux qu'on réalise d'un trait de plume. L'Assistance Publique, dit Roubaud, « a été inventée par les grands de la terre pour assurer leur salut, sous le manteau de la religion et de la philanthropie. L'administration, à toutes les étapes de la vie, a placé une ou plusieurs institutions qui se disputent l'honneur d'être le plus franchement défectueuses : les bureaux de nourrices, de bienfaisance, de mendicité, les hôpitaux et les hospices. Voilà le moment de faire triompher les réclamations des médecins qui dénonçaient les primes, touchées sur les économies faites en rationnant aliments et médicaments, d'assurer la rénovation de l'archaïque Conseil de Santé, où l'on ne comptait ni chirurgien ni pharma-

(10) Thierry (1803-1859), républicain, ami d'Armand Carrel et cependant l'un des chirurgiens de Louis-Philippe ; dans les jours sombres, colonel de l'artillerie de la garde nationale.

(11) Voillemier (1809-1878) médecin des hôpitaux, membre de l'Académie de Médecine (1873).

cien, et où assistait un seul médecin ; désormais la dictature qui régnait doit être remplacée par une institution que domine la compétence.

Les médecins des bureaux de bienfaisance reprennent à leur compte et développent les idées de Duquesnoy et qui datent de l'An X : les secours distribués à domicile resserrent les affections domestiques, tandis que les hôpitaux les détruisent. L'esprit « quarante-huitard » s'exacerbe au contact de ces données humanitaires. M. Astruc résume ainsi le long rapport de CHEREST « il faut soigner le malheureux chez lui, et non le diriger systématiquement vers l'hôpital. Des opérations, des accouchements auront lieu sur place... aucune des ressources de l'art ne doit leur faire défaut ». Un représentant des médecins des bureaux de bienfaisance émet une haute conception du devoir en affirmant sa conviction que le médecin doit introduire dans les pauvres foyers des idées de moralisation « d'autant plus nécessaires qu'elles se produisent quand la maladie vient irriter des caractères aigris d'autant plus influentes qu'elles émanent d'un ami qui console ».

Voilà donc quelques idées de médecins « quarante-huitards » agissant « eux-mêmes, par eux-mêmes, et pour autrui. » Que font-ils « pour eux-mêmes » ?

8. LA CLASSE MÉDICALE A L'ACTION « POUR ELLE-MÊME ».

Michel Lévy — dont nous nous occuperons longuement — écrit dans la *Gazette médicale de Paris* du 16 avril : où va la profession médicale ? L'individualisme restera-t-il la loi de l'exercice professionnel et de

l'élaboration scientifique de la médecine ? Où la médecine passera-t-elle, science et art, sous le règne de l'association et dans le groupe des fonctions sociales ? Les médecins sont-ils destinés à continuer leur obscure agitation d'égoïsme, leur mercenaire industrie de cures et de visites. Les populations des campagnes resteront-elles abandonnées au hasard de la libre répartition des médecins, celles des villes aux entreprises de la concurrence et du charlatanisme qui en est la suite ? La médecine conservera-t-elle son rôle secondaire de thérapeutique individuelle, d'utilité précaire à *posteriori*, alors que sa puissance réelle et incontestable pour la préservation la convie à l'initiative, aux œuvres de régénération collective ? Les hôpitaux sont-ils le dernier mot de la fraternité humaine et l'expression la plus complète de l'utilité de nos efforts ? Qui ne sent que toutes ces questions se présentent aujourd'hui d'elles-mêmes à l'esprit et sortent spontanément de la conscience publique pour exercer les penseurs compétents ?

La série des interrogations de Michel Lévy restera sans réponse. L'esprit de classe ne va pas aussi loin dans l'élaboration des réformes que le voudrait le professeur du Val de Grâce. Pour prendre réellement position sur ces questions d'actualité primordiale, l'accord entre tous est indispensable : les médecins donc devraient s'unir.

La presse annonce la fondation imminente de l'ASSOCIATION NATIONALE DES MÉDECINS DE FRANCE, et Guérin qui, avec Latour, manie les leviers de commande, définit heureusement ce qu'elle doit être : une associa-

tion de *fait*, c'est-à-dire un vaste organisme qui permette à la fraternité médicale de s'établir ; association de *pensée* « quelque chose, d'assez grand, d'assez élevé pour dominer le sentiment individuel et assez sûr pour attirer et asseoir d'emblée toutes les convictions ; association de *résolution* : entente sur le choix des hommes capables, fermes, qui demanderont au pouvoir l'appui de la fraternité ».

Il n'est pas exagéré de dire que le cri de Marx « Travailleurs de tous pays unissez-vous » a pour équivalent médical l'adjuration d'Amédée Latour. Dans *l'Union médicale*, dont le titre correspond à la suprême pensée de son directeur, il prêche l'ordre et l'union. « Médecins unissez-vous... » tel est son appel constant, son mot de ralliement. Latour prêchait l'association avant la Révolution de 1848 mais c'était dans le désert. Et même il était tourné en dérision par Guérin dans la *Gazette médicale de Paris*. Maintenant Guérin est converti ; il s'associe de la façon la plus étroite aux conceptions de Latour. Celui-ci proclame « Nous attirons l'attention des médecins immédiatement sur un point : L'ASSOCIATION. Désormais, l'association qu'on nous refusait est libre. Hâtons-nous de la proclamer partout où le pouvoir déchu avait voulu l'atteindre ». Et son adversaire d'autrefois, devenu son disciple, lui fait écho « Que l'ère de la République soit aussi celle de la fraternité médicale... Pas de réaction surtout contre les opinions qui nous furent hostiles ; le véritable sentiment rend l'âme généreuse : oubli du passé, union, concorde, fraternité ; nous appelons de toute la chaleur de notre âme la réalisation de ces nobles sentiments.

9. DÉCONVENUES.

Or que se passa-t-il ? A la réunion qui se tient le 24 avril à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine, Latour donne lecture du rapport qu'il a préparé dès la Révolution de Février. L'association selon lui, doit être « généreuse comme la Liberté, charitable comme l'Evangile ». Elle doit réunir « tous les membres intéressés à concourir au bien commun et qui seront solidaires les uns des autres. Elle aura pour but de diriger les efforts de la famille médicale dans la voie des perfectionnements humanitaires et sociaux, et d'offrir à la République, à ses législateurs, à ses magistrats, le concours permanent du corps médical dans l'œuvre progressive et pacifique des améliorations sociales » (12). Malheureusement le rapport de Latour doté d'un projet qui comporte 71 articles est renvoyé à une commission ; et le 8 mai un rapporteur du nom de Dubois lit les statuts d'une association des médecins de Paris, qui contraste avec l'association nationale projetée, et soulève tant de protestations qu'elle divise l'Assemblée en deux camps. Plus encore, la majorité soutient Dubois ; la minorité, nuance Latour, quitte la réunion. « Un esprit de division a soufflé sur quelques têtes, écrit le directeur de *l'Union médicale*, et voilà Paris dans le bouillonnement des passions les plus vives de l'opposition la plus acerbe, des hostilités les plus menaçantes ».

D'autre part ARAN qui dès la première séance avait

(12) P. ASTRUC, *Ipso citato*.

insisté pour que toutes les fonctions médicales publiques fussent mises au concours ou attribuées par élection, a dressé ultérieurement le tableau des places à pourvoir et à force de creuser le problème a dégagé une série de préceptes trop pondérés pour être acceptés, et qui sont rejetés par l'Assemblée, moins sensible à la raison qu'aux imprécations adverses de CHASSAIGNAC (13).

C'est aussi la tendance Chassaignac — quarante-huitard intégral — qui l'emporte dans la malheureuse question des cumuls de fonctions publiques que le corps médical discute avec âpreté. Elle s'inspire de ce principe : avant de donner un pain entier à un travailleur, il faut regarder s'il n'y a pas, tout proche, un frère qui souffre et qui est digne de partager avec lui. Ce qu'on désire c'est que chacun ait une fonction et une seule... On va jusqu'à dire qu'on ne peut à la fois être professeur et académicien, professeur et praticien. La campagne juste quand elle combat les sinécures, les détenteurs de places multiples qui ne pouvant accomplir toutes leurs tâches, nuisent ainsi au progrès des sciences, devient injuste ainsi que le fait remarquer aux pétitionnaires Barthélémy St-Hilaire, l'un des secrétaires du Gouvernement provisoire, quand il s'agit d'hommes doués d'une capacité de travail supérieur, et de compétences diverses étendues : si peu d'hommes, dit Saint-Hilaire, sont capables de suffire à deux

(13) Chassaignac (1804-1879) chirurgien des hôpitaux ; membre de l'Académie de médecine (1868). Resté célèbre par son invention du drainage chirurgical (1859).

ou trois fonctions, de telles intelligences existent. De cette entrevue historique, sort la nomination d'une commission que préside Flocon. Parmi les dispositions qui seront prises, il en est une qui est dans le goût du jour : les professeurs ne pourront toucher un jeton de présence à l'Académie dont ils sont membres, sauf s'ils sont aussi de l'Institut.

Ainsi la classe médicale ne sut *ni s'unir ni s'entendre* sur les fonctions publiques et sur les cumuls.

10. ELECTIONS.

Une dernière déconvenue l'attendait : celle qui résultait des élections à l'Assemblée Constituante. Les réactions de la classe médicale aux prises avec le suffrage universel allèrent de l'enthousiasme délirant du début à l'indifférence et à l'apathie par la suite. Tant que les candidats proclamèrent leur foi républicaine, leur origine populaire, leur attachement à la démocratie, personnel ou familial, ils se montrèrent à la hauteur de leur tâche ; quand ils durent exprimer les articles d'un programme précis, ils firent montre de faiblesse. Une profession de foi tient dans une ligne « ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît » ; une autre déclare que le candidat s'il est élu, assurera la morale du Christ en action. Rostan se croit sûr du succès en disant fièrement qu'il n'a jamais rien demandé ni à la Restauration, ni à Louis-Philippe. « Ne sont-ils pas typiques de l'époque de George Sand et de Michelet, écrit Pierre Astruc, Guyot qui déclare : le pire esclavage c'est celui qui met l'homme à la merci d'un

autré, et lui fait vendre son travail et sa liberté contre le morceau de pain qui doit l'empêcher de mourir de faim, lui sa femme et ses enfants, Bécлар qui demande « tous les droits pour le capitaliste comme pour le travailleur » et qui veut qu'il dépende de chacun d'être heureux ? Plus positif, Marchal (de Calvi), professeur au Val de Grâce, déclare que la République ne sera forte au dedans et au dehors que si elle réalise des réformes telles que celles-ci : faire vivre les travailleurs ; arrêter l'émigration rurale dans les cités, ramener la confiance publique et la sécurité en sanctionnant durement le vol et la rapine, dégrever de tout impôt le blé, le vin, la viande, le sel. L'Etat doit se faire agriculteur, éleveur, logeur, éducateur, puériculteur, pourvoyeur de retraites ouvrières, hygiéniste, colonisateur ; il doit aussi mettre les socialistes phalanstériens en demeure de réaliser leur rêve, élever progressivement les droits sur les héritages, ne pas taxer le luxe, car le luxe est utile, comprimer les dépenses, réduire le nombre des ministères, mettre les fonctions publiques au concours, organiser la marine marchande pour la guerre, supprimer les ambassades, instruments monarchiques, au profit des consulats, diminuer les gros traitements ».

Toutes les professions de foi ne sont pas aussi étudiées. Quelques programmes s'en tiennent à des préceptes de la morale chrétienne ; d'autres consistent à faire vibrer la corde sensible des esprits électoraux, prompts à s'émouvoir, en évoquant des souvenirs personnels, familiaux, nationaux. La lutte est chaude dans la salle Montesquieu, le 26 mars sous la présidence

falote de Mélier (14) que la presse ne ménage guère, et qui ne put venir à bout du tumulte. La classe médicale était ce jour-là, quarante-huitarde au suprême degré ; sa bonne volonté s'affaiblissait au contact des égoïsmes déchainés, des projets mal ajustés, des prétentions amenuisées. En somme le département de la Seine présentait quatre candidats : Bouillaud, Guyot, Buchez, Recurt ; ces deux derniers, absents de la réunion, furent élus et nous verrons leur rôle. Au total la classe médicale comptera 36 élus, — qui représenteront 4 % des députés — et perdra ainsi toute force parlementaire.

11. CONCLUSION.

La classe médicale voilait sous des aspirations généreuses, l'insuffisance de la doctrine dont elle aurait voulu assurer le succès. En réalité, elle n'était prête à réaliser ni ce qu'on attendait d'elle et ce qu'elle promettait *pour autrui*, ni le but qu'elle s'imposait à *elle-même*, et *pour elle-même*. *La Gazette médicale de Paris* le constate avec une amertume qui confine au désespoir, dans sa Revue rétrospective de décembre. « Souvenez-vous chers confrères, souvenez-vous... Regardez en arrière à huit mois de distance... Tout nous apparaissait sous la couleur de la plus riche imagination... M. Flocon lui-même n'était pas notre cousin... La médecine resplendissait comme un tabernacle. Pas de haute position où elle n'eût hissé l'un des siens : ce-

(14) 1798-1866. Membre de l'Académie de Médecine (1843). Président en 1852.

lui-ci à la Présidence de la Chambre, celui-là au Ministère, cet autre à la Mairie de Paris. Interrogé par vos clients, vous répondiez d'un air capable « Révolution sociale, problèmes sociaux, médecine sociale, médecine politique... On allait réorganiser la médecine, former des associations, mettre à l'ordre du jour les graves questions relatives à l'hygiène publique ».

Où en sommes-nous à la fin de 1848 ? « Nos chers confrères ont été enlevés tout doucement de leurs positions respectives et déposés à terre sans le moindre mal. Les voilà tous maintenant à peu près à la même place où la bouffée révolutionnaire était venue les prendre et les emporter... » Dans le même organe, Michel Lévy ne perd pas courage, envisage l'avenir avec plus de confiance, espère qu'il viendra un temps où les nuages politiques s'étant dissipés, nous réclamerons nos droits avec fermeté, avec constance, et surtout avec ensemble. Certes Amédée Latour, si désabusé qu'il soit, croit encore à l'efficacité de l'union future, mais ce qu'il faut retenir de son « adieu de 1848 » c'est cet aveu « avouons en toute humilité qu'il ne s'est rencontré, parmi ceux de nos confrères qui ont occupé des places éminentes, ni un homme d'état, ni un administrateur, ni même un orateur ». Mais ajoute-t-il avec une justesse appréciable — et à certains égards rassurante — « Il est vrai qu'en dehors de notre profession, les hommes qui ont tenu les rênes de l'Etat n'ont pas montré une grande aptitude et n'ont pas obtenu plus de succès, mais nous pâtissons tous des fautes commises.

Ce jugement n'est-il pas ratifié par l'histoire ?

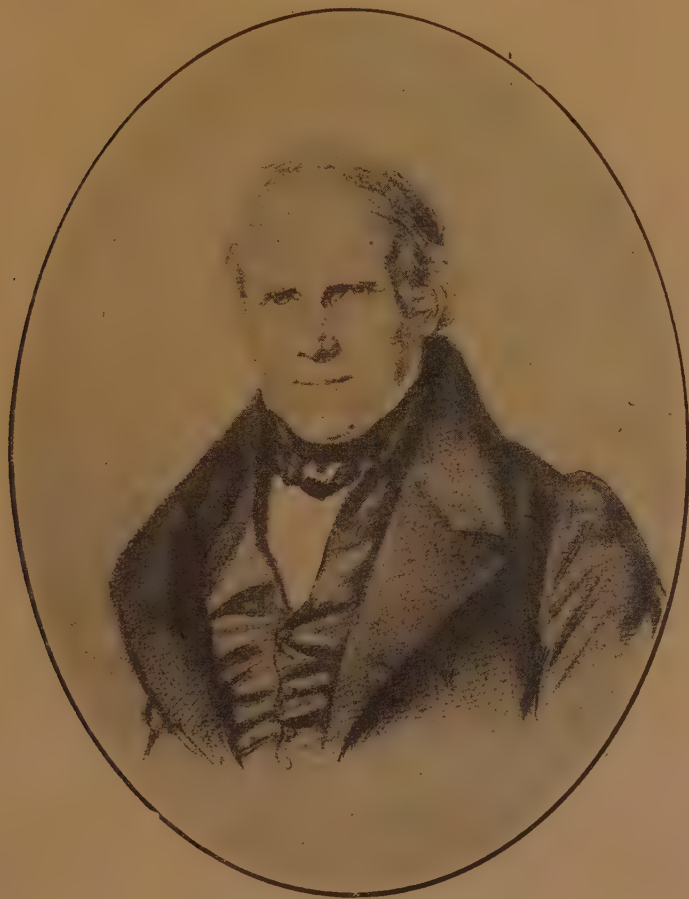
II. — FIGURES MÉDICALES

UN PRECURSEUR : RENÉ VILLERMÉ (1782-1863)

René VILLERMÉ n'a en 1848 qu'un rôle effacé ; on ne retrouve son nom qu'au sein du Comité d'hygiène publique (Création 1848) où une place lui a été attribuée en raison de la compétence que ses grands travaux ont imposée et de la reconnaissance de la classe ouvrière envers celui qui avec une réelle et respectable objectivité, a, dans une étude statistique, apporté une contribution de premier ordre à la connaissance de la misère des masses.

Louis-René VILLERMÉ, né à Paris le 10 mai 1782, se destina à la médecine pour suivre l'exemple de son aïeul paternel. Pendant les guerres de l'Empire, il dut interrompre ses études de doctorat, et suivre les armées sur les champs de bataille. Il s'illustra comme chirurgien et monta lentement en grade, grâce à la protection de Percy. Licencié en 1814 après 10 ans de vie militaire, il se hâta de passer sa thèse et devient secrétaire général de la Société d'Emulation. Un de ses premiers travaux révèle son orientation ; il est intitulé : *De la famine et de ses effets sur la santé dans*

les lieux qui sont le théâtre de la guerre (1818) et a sa source dans son expérience personnelle. « Je me rap-



René VILLERMÉ (1782-1863)

pelle, écrit-il, ces moments où, pressés par elle (la faim) nous ne nous parlions plus sans nous fâcher, où notre œil menaçant semblait désigner une victime

dans celui que nous regardions tant est aveugle et irrésistible le sentiment de la conservation de la vie. Dès maintenant, dit l'un de ses historiens M. Astruc, il adopte sa manière définitive « à l'observation vécue, il joindra une documentation immense et un désir de réformes », dont témoignent ses articles du *Dictionnaire des Sciences Médicales* sur les *Prisons*, et les *Prisonniers de Guerre* où sa pitié s'exhale de ses souvenirs. Membre de l'Académie de Médecine en 1823, il décrit *l'influence de l'aisance et de la misère sur la mortalité* (premier volume des mémoires de l'Académie de Médecine), et consacre des études à la *Santé des moissonneurs*, aux *Etablissements de charité*, à la durée moyenne des maladies aux différents âges, aux *Cités ouvrières* (1830), au choléra dans les maisons garnies de Paris. Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques dès son rétablissement en 1832, il s'y impose et se trouve désigné en 1837 pour étudier les conditions de la vie ouvrière. Nul n'était plus digne de remplir cette mission. Il parcourt les départements du Nord, du Haut-Rhin, de la Marne, de la Seine-Inférieure, de l'Aisne, de la Somme, du Rhône et condense ses minutieuses notations en un livre capital qui paraît en 1840 et est intitulé *TABLEAU DE L'ÉTAT PHYSIQUE ET MORAL DES OUVRIERS*. C'est le livre initiateur par excellence. Certes, c'est le Docteur Guépin, de Nantes, qui, en 1835 (1), relate les conditions de la vie ouvrière en ces termes : « Il faut descendre dans ces

(1) Voir catalogue de l'Exposition : *La Révolution de 1848*. Bibliothèque Nationale (avril 1848), page 45.

allées où l'air est humide et froid comme dans une cave pour se faire une idée du sentiment pénible qu'on éprouve en entrant chez ces misérables ouvriers. Entrez, si l'odeur fétide qu'on y respire ne vous fait pas reculer.. L'ouvrier travaille ici quatorze heures par jour pour un salaire de quinze à vingt sous qui doit faire vivre une famille de quatre ou cinq personnes. Des enfants commencent à travailler dès l'âge de cinq ans. Pour cinquante centimes par jour, l'enfant travaille de six heures du matin à sept heures du soir en été, de sept heures du matin jusqu'à la nuit en hiver » (*L'Atelier*, octobre 1845) mais l'enquête de Villermé (2) a plus d'ampleur : par l'étendue du territoire sur laquelle il a porté ses investigations, par la recherche des faits et des détails recueillis sur place. Comme il le dit lui-même (voir sa biographie par Pierre Astruc) « Il me fallait examiner les effets de l'industrie sur ceux qu'elle emploie, interroger la misère sans l'humilier, observer l'inconduite sans l'irriter... J'ai suivi l'ouvrier depuis son atelier jusqu'à sa demeure, j'ai fait plus : je l'avais vu dans ses travaux et dans son ménage ; j'ai voulu le voir dans ses plaisirs, l'observer dans les lieux de ses réunions. Là, écoutant ses conversations, m'y mêlant parfois, j'ai été à son insu, le confident de ses joies et de ses plaintes, de ses regrets et de ses espérances, le témoin de ses vices et de ses vertus ». L'auditeur enregistre, médite, et le médecin missionnaire propose, dédaigneux des accusations qui pourront — il s'y attend — s'élever contre lui, car

(2) Catalogue de l'Exposition de 1848, page 45.

« on ne saurait toucher aux préjugés et aux intérêts des hommes sans exciter leurs passions ».

Nous empruntons à son biographe les lignes suivantes : « Un nombre de réformes important lui apparaît pour enrayer le dépérissement effrayant de la génération qui se développe (et si mal que sur dix mille jeunes gens appelés en 1840 au Conseil de révision dans les départements industriels, il faut en réformer neuf mille), interdire le travail de nuit pour les enfants, combattre l'alcoolisme par une série de mesures, dont la restriction du nombre des débits de boisson, la fermeture des cabarets à une heure déterminée. Il faut considérer l'ivresse comme une circonstance aggravante des délits et des crimes, publier toutes les rixes sanglantes, les accidents occasionnés par l'ivrognerie, obtenir que la paie des ouvriers ait lieu, au milieu de la semaine et non la veille du dimanche, prévenir l'oisiveté des jours fériés au moyen d'occupations instructives. Dans son désir d'élever la moralité, il demande la séparation des sexes dans les ateliers ; enfin, décrivant les maladies professionnelles et celles qui résultent de la vie dans les taudis, de la misère, de l'insuffisance de nourriture, comparant la vie ouvrière où les êtres s'étiolent, où la durée de la vie est infime, par contraste, avec l'existence des cultivateurs, il indique comment on pourrait remédier à tant de maux évitables ».

En 1843, Villermé publie, entr'autres études, un mémoire sur le TRAVAIL ET LES CONDITIONS DES ENFANTS dans les mines de la GRANDE-BRETAGNE et après 1848 il élabore les conditions propres à l'édification des Ci-

TÉS OUVRIÈRES, prenant soin que dans la réalisation future, les grandes bâtisses envisagées cèdent la place à des pavillons isolés, bien aérés, et construits de manière à éviter les regards indiscrets des voisins ; il prône la création des Sociétés de secours mutuels, décrit les accidents produits dans les ateliers industriels par les appareils mécaniques première source de la loi des accidents du travail de 1898. Une des premières conséquences des idées exprimées par Villermé avec autant de mesure que de force et de sincérité fut le vote de la loi relative au travail des enfants dans les manufactures, usines ou ateliers, loi votée en 1840, promulguée le 22 mars 1841 malgré l'opposition farouche, et grâce à l'obstination de ses défenseurs que l'étude de Villermé avait convaincus... Une loi votée et promulguée n'est pas toujours appliquée... Villermé s'était réjoui trop tôt du succès de ses efforts, car en 1848 il s'agit d'en obtenir l'application et une commission est tout au moins nommée... Ainsi huit années avaient été perdues et une opposition sourde avait empêché d'aboutir. Les dispositions de la loi ne correspondaient cependant qu'à un minimum ; le travail de huit à douze ans ne pourra dépasser ce que nous appellerions « les huit heures », pas de travail de nuit au-dessous de treize ans ; tout enfant admis à l'usine devra suivre une école jusqu'à l'âge de douze ans.

UN TEMOIN :

LE DOCTEUR POUMIÈS DE LA SIBOUTIE.

Nous sortirions de notre sujet en faisant le récit complet de la Révolution de 1848 ; nous y restons en suivant le témoignage d'un médecin, le Docteur François-Louis POUMIÈS DE LA SIBOUTIE (1789-1863). Périgourdin fixé dans la capitale un peu malgré lui, c'est un grand praticien, installé rue des Marais Saint-Germain (actuellement rue Visconti, VI) près de l'Eglise Saint-Germain des Prés, dans un hôtel célèbre qu'avait habité Racine. Victime d'un accident en 1847, au moment où, médecin des bureaux de bienfaisance, il gravissait les marches d'un escalier qui le conduisait au chevet d'un pauvre homme, il renonça à l'exercice de son art, voyagea beaucoup et écrivit ses MÉMOIRES. Poumiès a 59 ans lorsque la Révolution éclate. Si l'on veut connaître son opinion personnelle, on la trouve incluse dans l'assentiment qu'il donne aux paroles prononcées par le Maréchal Bugeaud devant le roi Louis-Philippe « Sire, la prudence est toujours de saison, la modération est quelquefois de la faiblesse. Aujourd'hui (23 février) les circonstances sont graves, mais je le répète, nous en triompherons. La victoire nous coûtera cher, le combat deviendra une bataille où vingt mille hommes peuvent rester sur le carreau... ». Le chapitre des Mémoires concernant les ÉVÉNEMENTS DE 1848 est un des plus importants du volume, et suit jour pour jour la genèse et les épisodes de la Révolution.

Le narrateur n'a pas manqué de noter l'accueil froid qu'en décembre 1847, Louis-Philippe reçoit à l'ouverture des Chambres, où l'opposition était monarchique, où la majorité des membres était composée de gens qui se déclaraient *satisfaits*, et *conservateurs endurcis*. Ce prélude s'inspire du désir de Réforme qui grandissait dans le pays, et formait écho aux banquets, dits réformistes qui avaient lieu dans presque tous les départements. La Chambre des Députés est saisie de la question des banquets ; elle en est troublée ; elle conçoit qu'ils entretiennent ou font naître l'agitation populaire. A Paris l'annonce du banquet du 12^e arrondissement, (qui groupe alors les quartiers St-Jacques, l'Observatoire, le Jardin des Plantes, le Quartier St-Marcel) fixé au 22 février fait grand bruit. Il se prépare près de l'Etoile, à Chaillot, au milieu d'une vive effervescence, et il est interdit au dernier moment. Des attroupements se forment, des orateurs s'époumonnent, et la foule crie « Vive la Réforme ». Guizot et Odilon Barrot sont menacés par les manifestants ; on chante *la Marseillaise* ; les boutiques sont fermées ; les candélabres à gaz sont brisés ; l'obscurité règne dans les rues.

Le mercredi 23 février, le mouvement redouble ; la Garde Nationale est appelée, mais on sait que, comme le peuple, elle désire la Réforme et le renvoi de Guizot. Le Roi, apprend-on, a changé son ministère. Bien que les Gardes Nationaux soient peu nombreux, une force armée imposante protège la demeure de Guizot, le ministère des Affaires Etrangères, devant lequel un attroupement se forme. L'inévitable se produit : un

coup de feu est tiré, et la bagarre se déchaîne. Dans la nuit du 23 au 24, des barricades s'élèvent et même des gamins prennent part à leur édification. Le tocsin retentit ; les émeutiers républicains, dont la police se souciait peu, s'empare de tous les postes et se portent vers les Tuileries. Les bandes armées, renforcées d'heure en heure d'éléments nouveaux crient : « Nous voulons le changement de tout, du Roi comme d'autres choses ». Le poste du Palais-Royal est incendié et cède. Louis-Philippe sort des Tuileries en voiture et près de l'Arc de Triomphe du Carrousel, le piqueur et et l'un des chevaux de l'équipage royal sont tués ; la Cour s'enfuit par un passage souterrain. Le château n'oppose aux assaillants aucune résistance. Aussitôt que la foule y pénètre, commence l'orgie « Les armoires furent fouillées, raconte Poumiès ; les livres, les papiers, les débris, les fragments de toutes espèces jonchèrent bientôt le parquet ou furent précipités dans la cour. Les bouteilles brisées, les pièces défoncées dans les caves, répandirent une telle quantité de vin qu'on en avait jusqu'aux chevilles ; des hommes y furent noyés, et j'en vis retirer plusieurs qu'on eut beaucoup de peine à rappeler à la vie ». Malgré les efforts des élèves de l'Ecole Polytechnique, acquis à l'ordre, le pillage continua. Poumiès, en fin observateur, distingue les voleurs professionnels qui s'emplirent les poches, des voleurs amateurs qui se précipitèrent, à bon escient sur les lettres, les inémoires, les dossiers ; il décrit avec horreur le Trône en velours cramoisi réduit en miettes. Au Palais-Royal des scènes identiques se déroulent.

Le 24 et les huit ou dix jours suivants, Paris est livré à l'insurrection. Le Gouvernement provisoire est nommé ; un médecin en fait partie, le Docteur Recurt. Tandis que la troupe rend ses armes, le nombre des hommes armés ne fait que croître. A partir du 26, Paris a l'air d'être en fête. Les murs se couvrent d'affiches où s'étalent « les théories les plus folles, les utopies les plus absurdes, les avis les plus ridicules, les projets les plus impossibles. La collection de ces écrits, le plus souvent produits de cerveaux malades, serait très curieuse pour l'histoire et précieuse comme étude des aberrations de l'esprit humain ».

Ce souhait de Poumiès n'est malheureusement pas exaucé par les documents recueillis pour l'exposition organisée par le Comité National du Centenaire à la Bibliothèque Nationale, malgré l'effort remarquable des organisateurs.

Le mémorialiste continue son récit par des considérations politiques sur lesquelles il n'est pas indispensable que nous le suivions. Au contraire, saisissons cette remarque faite lors d'une visite aux Tuileries après le déblayage des cadavres, des ordures amoncées, des meubles mutilés et souillés qu'il eut l'occasion de voir. Deux cents blessés furent couchés dans un Hôpital temporaire très confortable où, — se scandalise-t-il, « la journée du malade revenait à 10 frs » tandis qu'elle n'aurait coûté que 1 fr. 50 au Val de Grâce ou au Gros-Caillou. Et dire qu'il en était de même au Palais-Royal, aux Ecuries du Roi...

En restant sur le terrain médical, relatons les réflexions de notre auteur au sujet de la délégation de l'A-

cadémie de Médecine à l'Hôtel-de-Ville : M. Fouquier voulut être un des membres formant la députation : il était premier médecin de Louis-Philippe et pouvait s'abstenir. Il se montre au contraire d'une exagération extravagante dans ses protestations de dévouement au Gouvernement. M. Fouquier est un très honnête homme, mais faible et pusillanime. Je ne pus m'expliquer sa conduite que par le sentiment de la peur : il aura cru que sa position pouvait lui attirer des mauvais traitements, et il s'est efforcé de les conjurer par ses démonstrations républicaines ». Poumiès n'aime pas ceux qu'il appelle lui-même les *républicains du lendemain*, et le prouve.

Sa description de l'invasion de la Chambre des Députés le 15 mai par Blanqui, Sobrier, Raspail et leur bande ne fait point d'allusion à Buchez dont nous étudierons le rôle. Nous abandonnons le narrateur lucide quand il décrit la succession des faits qui devaient aboutir à l'insurrection sanglante des journées de Juin. Par contre il cesse à ce moment-là d'être spectateur ; il joue un rôle de médecin et les pages qu'il consacre aux ambulances doivent être ici reproduites : « Le lundi 26 juin, je suis arrêté dans mes courses trente deux fois et fouillé minutieusement pour voir si je n'avais pas des munitions ou des armes cachées. En ma qualité de médecin chargé d'un service public, on me laissait aller quelquefois, en me faisant accompagner. On me demandait « Quel est le service public dont vous êtes chargé ? De l'inspection des ambulances du 10^e arrondissement. Pouvez-vous en justifier ? Faites-moi conduire à l'ambulance la plus voisine. Al-

lez, me répondait-on, Monsieur le Docteur, ayez bien soin de nos pauvres blessés ».

Et voici le témoignage capital, que, — nous le constatons à regret — les historiens généraux négligent à tort : « Les ambulances avaient été établies de tous côtés. C'était à qui recevrait chez soi un blessé ; mais pour que les soins fussent donnés avec plus d'ensemble, tous ces blessés furent concentrés dans les hôpitaux et, faute de place dans des bâtiments appartenant à l'Etat. Rien n'était disposé pour ce genre de service ; tout manquait : literie, charpie, linge à pansements. La charité publique, la sympathie, qu'on éprouvait pour nos gardes nationaux, pour nos soldats blessés, suppléèrent à tout. Matelas, couvertures, draps, linge, ustensiles nous arrivèrent de toutes parts. Les femmes de toutes les classes se mirent à faire de la charpie, à tailler des bandes et des compresses. Nous eûmes du bouillon, du vin de Bordeaux, nous fûmes abondamment pourvus de tout. Nous avions dans notre arrondissement quatre ambulances contenant trois à quatre cents blessés. Toutes les blessures sans exception étaient produites par des armes à feu. Trente ou quarante blessés appartenaient aux insurgés : le reste à l'armée et à la Garde Nationale. Cette grande disproportion de blessés dans les deux partis exista jusqu'à la prise des barricades, où un grand nombre d'insurgés furent tués ou blessés. Bien que les soins fussent les mêmes pour tous, l'état des insurgés prit tout d'abord un caractère de gravité. Ils étaient agités, brusques, exaspérés, tandis que les autres blessés étaient calmes, résignés, fiers d'avoir répandu leur

sang pour leur pays. Ceux-ci se montrèrent reconnaissants des soins qu'on leur donnait, parlaient avec douceur aux blessés insurgés couchés dans des lits voisins des leurs. Ces observations furent répétées et confirmées dans tous les hôpitaux. Je dois dire qu'au bout de quelques jours, tout était changé : les insurgés les plus violents changèrent peu à peu de manières sous l'influence de la maladie ; leur visage perdit peu à peu le caractère de dureté, de férocité qu'ils avaient en arrivant ; j'en vis quelques-uns répandre des larmes abondantes ; ils devinrent polis et reconnaissants. Cette sorte de transformation s'observe toujours dans les maladies longues et graves ».

Les soins donnés aux blessés des journées révolutionnaires nécessiteraient une étude particulière. Nous rappelons que M. P. Astruc a donné déjà les renseignements essentiels, tout d'abord sur le nombre des blessés : 668 en février, 1857 en juin, plus 1500 cadavres ; sur les chirurgiens qui se distinguèrent et se dévouèrent : à Saint-Louis, Joubert, Malgaigne et Gosselin ; à la Charité : Velpeau, Gerdy et Morel-Lavallée ; à Beaujon : Huguier, Jarjavay, Robert ; à l'Hôtel-Dieu : Blandin et Roux ; à Bon-Secours : Marjolin fils ; au Val de Grâce : Baudens, Hippolyte Larrey, Marchal ; à Saint-Merry : Huron et Lambert jeune ; à la Maison de Santé : Monod ; à Saint-Antoine : Nélaton et Denonvilliers ; à Lourcines : Després ; à Bicêtre : Maisonneuve ; à la Pitié : Laugier et Michon. « Ce dernier se signale aussi par son refus de laisser interroger des blessés, qui ne pouvaient être considérés comme des prévenus ». Sur la

qualité des méthodes : « A la demande de Baudens, écrit M. P. Astruc, l'Académie ouvre en juillet un débat qui se prolongera au-delà d'octobre. Faut-il débrider les plaies ? Faut-il amputer précocement ou tardivement ? Bégin, Blandin, Jobert ne débrident pas ; Roux nuance son opinion : il faut tenir compte de la nature des projectiles et du siège des blessures. Baudens, qui ne siège pas dans la savante Compagnie, était aussi un adversaire du débridement, mais il a inventé un tire-fond destiné à extraire les projectiles ; il est partisan de faire sur-le-champ « d'une plaie compliquée une plaie simple en retirant les esquilles des os » et son principe initial « pas de débridement » subit des atteintes. Les partisans de l'amputation immédiate sont plus nombreux que les temporisateurs mais ceux-ci sont plus humains.

DES MÉDECINS HOMMES POLITIQUES

I. — BUCHEZ

Le Centenaire de la Révolution de 1848 grandit le nom de BUCHEZ. L'heure de la justice sonne pour lui ; elle le met au rang des hommes représentatifs qui furent sans faiblesse, elle honore l'homme d'action, le médecin sociologue, qui accéda à la haute dignité de Premier Président de l'Assemblée Nationale parce qu'elle fut la sanction légitime et naturelle de son passé, de ses œuvres, et aussi de ses actes aux premiers jours de la Révolution.

Fils d'un homme dévoué aux idées de 1789, Philippe, Joseph, Benjamin BUCHEZ, est né le 30 mars 1796 à Matagne-la-Petite, dans les Ardennes. Il fit ses études à Paris et elles le mènent à devenir surnuméraire à l'octroi, où son père, après un revers de la destinée, tenait aussi un emploi. A quinze ans, en 1811, le voilà donc fonctionnaire, mais la sagesse paternelle le guide et s'il perd sa mère en cette année, c'est dans le travail qu'il cherche une diversion à son chagrin. Buchez se mit à suivre au Muséum les cours de Lamarck, de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire et s'attira par ses

apltitudes, par ses essais, la sympathie de ses maîtres. Son père, disgracié par les Bourbons, meurt en 1816. Buchez démissionne de son emploi, entre dans l'op-



BUCHEZ

position jacobine et s'inscrit à l'Ecole de Médecine, où, dit R. Cornilleau, « on professait des doctrines non seulement voltairiennes, mais matérialistes et

athéds. Dans ce milieu, Búchez se trouvait fort à son aise. Avec sa haute taille, son allure énergique, il avait le physique d'un chef. On le vit à la tête de la jeunesse des Ecoles. Sous le titre amusant de « *Société diablement philosophique* » il fonda un cénacle qui se réunissait rue des Quatre-Vents ». Balzac dut le fréquenter, car il a laissé dans *Illusions perdues* une description curieuse de ce « musico philosophique et religieux... où s'assemblent les jeunes hommes graves et où l'on s'inquiète du sens général de l'humanité ».

En 1821, avec des amis, il fonde la CHARBONNERIE FRANÇAISE sur le modèle révisé par eux du carbonarisme italien. Leurs réunions — on le sait — prennent le nom de VENTES, et Littré l'explique ainsi « Section d'une société secrète ; ainsi dite de ce que les conjurés se représentaient comme charbonniers et occupés d'une vente de charbon ». Sous l'impulsion des nouveaux carbonari, les membres, au bout d'une année sont au nombre de 80.000 ; et Buchez se charge de la propagande à Mulhouse, à Strasbourg, à Belfort où un soulèvement militaire est préparé, échoue, et vaut à l'instigateur d'être arrêté et de passer en jugement. Il risque sa tête au procès de Colmar, mais en sort acquitté, non sans peine. Il revient alors à Paris ; le 22 avril 1825, il soutient sa thèse sur les *fièvres intermittentes*. C'est le moment où meurt Henri de Saint-Simon, alors que paraît son œuvre, le NOUVEAU CHRISTIANISME qui enflamme Buchez et ses amis, notamment par le passage où l'auteur propose « d'améliorer le plus promptement et le plus complètement possible le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pau-

vre. « Aussitôt il collabore au journal Saint-Simonien, *Le Producteur*, puis fonde avec Ulysse Trélat le *Journal des Progrès des Sciences et Institutions Médicales* ; il prend part à la Révolution de 1830, ouvre l'*école Buchezienne*, en son domicile de la rue Chabanaïs, dissidente, dit Alfred de Vigny, qui la fréquenta, de celle d'Enfantin qui joue à la chapelle et tombe dans le ridicule ». Deux nouveaux périodiques paraissent, dont l'*Européen*, journal de Buchez, où il expose notamment sa théorie de l'association ouvrière. Son activité se révèle encore par de nombreux ouvrages : *Introduction à la science de l'Histoire*, l'*Histoire parlementaire de la Révolution*, recueil de quarante volumes établi avec Roux-Lavergne « où sont réunis les discours prononcés à la Tribune des assemblées Révolutionnaires et des principaux clubs ainsi que d'innombrables documents ». Entre temps, il vient à la médecine en faisant à L'ECOLE AUXILIAIRE ET PROGRESSIVE de Sanson des cours qui ont été publiés sous le titre d'INTRODUCTION A L'ETUDE DES SCIENCES MÉDICALES (1838). La liste de ses œuvres comprend encore à cette date un *Traité de Philosophie* ; en 1843 il prépare un *Traité de Politique* qui ne sera publié qu'après sa mort ; le journal l'*Atelier* de l'ouvrier Claude-Anthime Corbon est inspiré par lui et reflète exactement ses doctrines (Cornilleau). Les amis de l'*Atelier*, dit M. A. Cuvillier (1), quand se manifestèrent les prodromes de la Révolution de Février, pren-

(1) Sur les idées et l'œuvre sociologiques de BUCHEZ, nous renvoyons à l'ouvrage de M. A. Cuvillier.

nent une part active à l'agitation des banquets réformistes, « et quand la Révolution éclata, ils prirent le fusil pour la faire triompher... Buchez, lui-même capitaine dans la garde nationale, s'était mis le matin du 24 février, à la tête d'un certain nombre de gardes de son bataillon ; il les avait conduits par la rue de Richelieu jusqu'à la place du Palais-Royal, où l'on se battait ; avançant par la rue de Rohan et la rue de Rivoli, il réussit à parvenir au guichet des Tuileries. Les troupes d'infanterie rangées devant l'entrée mirent la crosse en l'air, et Buchez fut l'un des premiers à pénétrer dans la cour du château, au moment même où Louis-Philippe s'enfuyait.

Garnier-Pagès, désigné comme Maire de Paris, prend comme adjoints ses amis, les Docteurs Buchez et Recurt, qui en fait, supportèrent tout le poids de l'administration municipale même quand Marrast succéda au premier titulaire. Besogne écrasante. Buchez arrivé à l'Hôtel de Ville le matin à huit heures n'en repartait qu'à dix heures du soir. Ces quatorze heures d'affilée étaient bien remplies. Il ne suffisait pas de recevoir des délégations ; il fallait leur tenir tête, calmer les passions, modérer les appétits. Notamment quand une phalange ouvrière vient lui demander le *droit au travail*, Buchez qui considère que la formule « est trop vague et insuffisante » (Cuvillier) répond « Nous avons plus à faire que de donner le travail ancien : nous avons à fonder des institutions qui permettent aux hommes de profiter d'une manière entière du produit de leur travail ». M. Cuvillier glorifie le rôle du Maire adjoint plus qu'aucun au-

tre historien jusqu'à ce jour. Non seulement il eut à remettre l'ordre dans Paris, à réorganiser la Garde Nationale et l'Assistance Publique, à s'occuper des ateliers nationaux, « à distribuer les secours aux blessés de Février et à trouver les ressources financières pour tous ces besoins », mais aussi il eut à faire face à deux importantes manifestations organisées par les Clubs et les agitateurs extrémistes, et c'est à sa sagacité, à son sang-froid, à sa présence constante qu'une effusion de sang fut évitée devant l'Hôtel-de-Ville le 16 avril.

Tant de travail, de tension d'esprit, expliquent que Buchez ne se rendit pas aux réunions des médecins où les candidats du corps médical aux élections furent désignés ; son nom s'imposait, même en son absence. Porté par ses confrères, et poussé par le respect de ses concitoyens, il est élu le 24 avril représentant du département de la Seine, le 17^e sur 34 élus avec 135.678 voix. Ce premier triomphe est suivi d'un second. Le 5 mai il est élu Président de l'Assemblée Constituante, par 389 voix sur 727. Ce patriote qui, dès 1831, écrivait « La France sent qu'elle est le monarque du monde » (2) proclame sa foi républicaine, devant une majorité de modérés en prenant possession de ses hautes fonctions. « Jamais dans aucune assemblée, il n'y a eu une plus grande autorité que dans celle-ci. Vous avez été élu par des millions de suffrages ; vous représentez l'unité de la France. Nous

(2) G. WEILL : *Histoire du parti républicain en France*, Page 198.

qui sommes les élus de tous, nous nous sommes engagés à nous occuper de tous, et particulièrement de cette classe, de cette portion pauvre, malheureuse, de la population dont jamais personne ne s'est occupé ».

Buchez est président depuis dix jours de cette jeune assemblée, lorsque la journée du 15 mai met la représentation nationale en péril, et à dure épreuve celui qui occupait le fauteuil présidentiel. Son rôle a été diversement apprécié et souvent sous-estimé. MM. Cuvillier, Pierre Audiat (*Figaro littéraire*, 24 avril 1948) cette année même, ont retracé son rôle avec précision.

M. Pierre Audiat notamment situe cette séance historique dans la salle où siège le Parlement, et dont on peut vérifier l'exactitude, sur la lithographie de V. Adam et J. Arnout exposée à l'Exposition du Centenaire, « Pour loger les 900 représentants on a du construire, où plutôt improviser, dans la cour du Palais-Bourbon, une vaste bâtisse, que l'on a surnommée irrévérencieusement la salle de carton. Les gradins sont disposés en un fer à cheval allongé que surmontent de deux mètres, les galeries du public et les stalles des ambassadeurs. A l'extrémité ouverte du fer à cheval, la tribune du Président, les tables des secrétaires, la barre des orateurs. Le jour pénètre par une baie vitrée ; des faisceaux de drapeaux tricolores sont accrochés aux piliers ». La description est complétée par les détails suivants : « On accède au Palais-Bourbon soit par le Quai d'Orsay, soit par la rue de Bourgogne. Le service d'ordre, posté aux grilles d'entrée, filtre les ayants-droit et écarte les autres ». Suivons M.

Cuvillier dans le récit de la préparation de l'émeute et des précautions prises par le Président, qui en quelques semaines, se révèle, pour la troisième fois capable de tenir tête aux manifestants. « La veille même de l'émeute, *l'Ami du peuple* de Raspail avait pris Bu-



chez à parti, en l'accusant d'être le suppôt des jésuites ». Buchez n'ignorait ni l'attaque dont il était l'objet, ni les préparatifs des émeutiers vaincus aux élections et qui voulaient sous le prétexte de remettre une pétition en faveur de la Pologne, que le Tsar Nicolas s'apprête à détruire, prendre leur revanche électorale et s'emparer du pouvoir. M. Labignette met au point

certaines des mesures prises par Buchez qui, « le matin du 15 mai, assista lui-même au placement des bataillons de la Garde Nationale, et fit toutes ses recommandations au Général Courtais qui commandait cette Garde ». Mais ceux auxquels il donne des ordres ne sont prêts à lui obéir qu'en apparence. Le général avait, dit-on, la folie de la popularité, et crut rester « le général du peuple » en retardant l'arrivée des gardes sur la place de la Concorde et en facilitant aux agitateurs l'entrée du Palais-Bourbon qu'il avait mission de défendre. Le député préfet de police Caussidière n'était pas plus sûr.

Aussi lorsqu'au cours de la séance, la rumeur populaire parvient aux oreilles des membres de l'Assemblée et des spectateurs, Buchez et les questeurs ne doutent point que les consignes n'ont pas été respectées, et que la route de l'Assemblée est ouverte. Buchez se serait porté lui-même au devant des manifestants qui arrivaient par le quai (Cuvillier) ; Lamartine s'est élancé vers eux et n'a pu obtenir que la pétition en faveur de la Pologne lui soit remise en mains propres. Aux cinquante délégués, dont Blanqui, Raspail, Albert, Hubert, Sobrier qui franchissent l'enceinte de l'Assemblée, fait suite le flot des émeutiers... L'agitation est à son comble... La bataille dure deux heures et a pour enjeu le fauteuil présidentiel et la barre des orateurs. Il vient un moment où Buchez est sommé de quitter son fauteuil ; il refuse ; on lui fait violence ;... il profite de sa liberté pour aller au Luxembourg « signer l'ordre de rentrée des troupes dans Paris », puis il reprend sa place et déplore que les ordres qu'il avait

donnés n'aient pas été exécutés. Buchez est accusé de mollesse... M. Cuvillier montre que son inertie n'a été qu'apparente, et qu'elle était « calculée en vue de donner le temps à la Garde Nationale de se rassembler et d'intervenir ». La Garde délogea les manifestants de la salle des séances, mais un peu tard. Le lendemain, le Président justifia son attitude devant l'Assemblée, offrit sa démission qui fut refusée ; mais le 6 juin prit fin la présidence de Buchez, qui avait été nommé pour un mois. Il céda la place au procureur Senard, le fusilleur de Rouen (G. Martin). Quel successeur avait Buchez...

Le rôle de ce dernier au Parlement n'était pas terminé. « Il y marque, écrit M. P. Astruc, son passage du sceau de l'indépendance. A l'élection complémentaire du 4 juin, Louis-Napoléon est élu député de la Seine, de l'Yonne, de la Charente-Inférieure, de la Corse. Il se souviendra de l'attitude de Buchez pour le faire emprisonner après le 2 Décembre, comme en sens inverse, il remerciera le Docteur Véron de l'appui que lui a donné le *Constitutionnel*. En effet soumise à la commission de validation de la Chambre, l'élection de Louis-Napoléon est diversement accueillie, Duprat et Ledru-Rollin sont contre ; Jules Favre, Vieillard, Louis Blanc, de Lasteyrie sont favorables à la validation. « Moins éloquent que Jules Favre, écrit M^e Merlat-Guitard (Jeunesse de Louis-Napoléon Bonaparte, Hachette), mais combien plus clairvoyant, Buchez rapporteur de l'élection de la Seine, concluait à l'invalidation »... Son diagnostic ferme et son pronostic avisé lors de l'élection de Louis-Napoléon sont son

vrai titre de gloire. Il n'a pas dépendu de Buchez que celui que le *Charivari* représente, le petit chapeau enfoncé jusqu'au cou, avec cette légende « Rien là dessous », ne fut à tout jamais écarté du pouvoir ».

Non réélu à l'Assemblée Législative en 1849, il vécut d'une pension modeste et reprit ses études de médecine et de psychiâtrie ; il se révéla hygiéniste consommé en 1854, en préservant du choléra la population d'un village, près de Joigny, où il se reposait. Il fit des voyages en Belgique, en Alsace, dans le centre de la France, la curiosité éveillée sur toute chose. Il mourut d'anurie, à Rodez le 11 août 1865.

Retenons ce jugement d'ensemble porté par R. Cornilleau : « Intelligence hardie, ayant l'amour des idées générales et des larges synthèses, il apparaît, dans plus d'un domaine, comme un précurseur, mieux encore comme le créateur d'une tradition intellectuelle qui est loin d'être éteinte. Son œuvre renferme plus d'une vue d'avenir. Il a manqué à Buchez pour laisser un nom célèbre l'éclat du talent. Ce grand « bûcheur » n'était ni un orateur, ni à proprement parler un écrivain. Sa pensée, forte et originale aurait pénétré avec plus d'étendue si elle avait eu à son service cette magie du style, ou pour le moins, cette limpidité et cette ordonnance qui s'imposent à l'esprit. Cependant la vigueur de conviction est telle qu'un souffle traverse l'œuvre de Buchez, comme elle donnait à sa parole, à son action, à toute sa personnalité, une intensité de vie et de rayonnement qui lui rallia nombre de disciples enthousiastes et fidèles parmi ses contemporains ». Comme le dit M. Labignette, il a honoré à la fois la Médecine et la Représentation nationale.

II. — RECURT ET TRELAT

Les docteurs Recurt et Trélat doivent être rapprochés de Buchez. Celui-ci les domine par l'importance de son œuvre philosophique, historique et sociale ; mais ils furent ses amis ; tous trois ont un passé de conspirateurs, d'affiliés à des sociétés secrètes, telle que la Charbonnerie Française. Trélat signe avec Buchez le *Traité d'Hygiène* que nous avons signalé, et qui eut son heure de célébrité. D'autre part, on lui doit, ainsi qu'à Recurt, le transfert de l'Académie de Médecine, de la rue de Poitiers à la rue des Saints-Pères.

Adrien RECURT (1796-1872) est né dans les Hautes-Pyrénées à Lasalles, il fit ses études médicales à Montpellier où il passa sa thèse en 1822. Il vint ensuite à Paris, s'installa dans le quartier Saint-Antoine, où il rendit de si grands services qu'il y acquit une belle renommée. Il combattit dans les journées de 1830, entra dans le parti républicain modéré, représenté par la tendance du journal *Le National*. Il participa aux journées de Février 1848, et sa réputation s'établit si solidement qu'il partagea, avec Buchez, les fonctions de Maire adjoint de Paris que leur confia Garnier-Pagès ; et que lors de la désignation de candidats médecins à la députation, il fut désigné par ses confrères, sans même paraître à la réunion de la salle Montpensier présidée par Mélier. Le peuple de Paris ratifia ce choix ; Recurt fut élu dans le département de la Sei-

ne, mais les Hautes-Pyrénées, dont il était originaire, lui décernèrent le même honneur ; Recurt y fut si sensible qu'il opta pour son département natal. Dès la réunion de l'Assemblée constituante, il fut élu vice-président de la Chambre, tandis que Buchez obtint le premier poste. Quelques jours après, le Gouvernement Provisoire le nomma Ministre de l'Intérieur. Récemment, dans le livre si remarquable de M. Cuvillier, il est noté que Recurt se reposait à la campagne, tandis que toute la charge de faire face à la manifestation du 16 avril incomba à Buchez ; et M. Henri Guillemin l'accuse, lors de la journée du 15 mai dont nous avons exposé brièvement les péripéties, si longuement commentées ailleurs, d'avoir encouragé les émeutiers sur la place de la Concorde à se diriger vers la Chambre. Lors des journées sanglantes de Juin, d'après M. Guillemin, il aurait eu un rôle assez trouble. « Pour donner du cœur à l'ouvrage, écrit l'historien, rien ne fut d'un rendement meilleur que le récit des atrocités mises au compte des ouvriers en armes. La police de Recurt poussera le zèle jusqu'à produire — au sens le plus concret du mot — des pièces à convictions écrasantes. On montrait des drapeaux, enlevés aux insurgés, et qui portaient cette affreuse devise : « Vainqueurs, le pillage... Vaincus, l'incendie... », mais aussi, il est reconnu qu'il assista à l'attaque du faubourg Saint-Antoine, et qu'il y fit des efforts honorables de transaction pour empêcher le sang de couler. Néanmoins, il accepta le portefeuille du Ministère des Travaux Publics que lui tendit le Général Cavaignac ; l'esprit libre reprit le dessus, quand Louis-Bonaparte

accéda à la Présidence ; dès ce moment, Recurt démissionna. En 1849, il ne fut pas élu à l'Assemblée Législative, et reprit sa vie de praticien. Il avait sûrement marqué sa place aussi comme Ministre de l'Intérieur, en déposant après le 15 mai un projet de loi interdisant toute réunion, toute association armée, et tout séjour en France à Louis-Philippe et à sa famille...

Ulysse TRÉLAT (1795-1879), né à Montargis, eut comme Buchez et Recurt une vie mouvementée. Il est noté dans ses biographies qu'à 18 ans, en 1813, il était chirurgien militaire, faisant partie, ainsi que Villermé, de ces étudiants valeureux, « ballottés entre les contraires » suivant l'expression de Victor Cousin, qui rendirent sur les champs de bataille de grands services, sans pouvoir monter en grade. Il lui fallut attendre 1821 pour pouvoir détenir celui de docteur en médecine. Dès ce moment, il prit une part active au mouvement politique, sous la Restauration, puis sous le gouvernement de Juillet, ce qui lui valut de passer en jugement en 1834, dans un procès où il défendit les accusés avec tant de passion qu'il fut inculpé lui-même, et condamné à trois années de détention. Une fois libéré, il rejoignit Recurt dans le parti républicain modéré du *National*, et rentra dans la carrière médicale comme médecin adjoint de la Salpêtrière, où le portaient ses goûts, et où il s'illustra comme psychiatre, donnant le fruit de son expérience dans les *RECHERCHES HISTORIQUES SUR LA FOLIE* (1839), *Des causes de la folie* (1856), *LA FOLIE LUCIDE* (1861). La pratique,

et la préparation de ses ouvrages n'atténuèrent pas ses tendances politiques. En 1848, il est colonel de la Garde Nationale et attire sur lui l'attention si bien que, nommé Maire du 12^e arrondissement, il est aussi l'un des élus du Puy-de-Dôme, et il est choisi comme Ministre des Travaux Publics par le Gouvernement Provisoire. Sa présence et celle de Recurt parmi les conducteurs du char de l'Etat ont inspiré cette épigramme (recueillie par P. Astruc) :

*Parmi nos Ministres nouveaux
Sont des disciples d'Hippocrate,
Et plus d'un docteur démocrate
Apporte un emplâtre à nos maux.
Ce sont des médecins célèbres ;
Ils savent tuer avec art,
Et, traîné par eux, notre char
Semble un char des Pompes funèbres.*

Si tout en France finit par des chansons, tout commence peut-être par des épigrammes. Il n'en reste pas moins que loin des propos rythmés et des airs populaires, Ulysse Trélat, Ministre des Travaux Publics, eut dans ses attributions le souci de s'occuper des ATELIERS NATIONAUX et se trouva placé au centre de l'agitation que cette création entraîna. La cause était bien compromise quand le 18 mai 1848 il prit la succession de MARIE qui comme lui, appartenait au parti du *National*. On sait que le droit au travail est réclamé par la classe ouvrière, dès les journées de Février, et nous avons vu quelle fut la réponse de Buchez à une délégation qui se présenta à l'Hôtel de Ville, réponse

empreinte de sagesse, puisqu'elle nécessitait du temps. Mais la classe ouvrière était pressante, et Louis Blanc pressé d'agir, s'était engagé « à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail et du travail à tous les citoyens ».

Nous résumons ce point d'histoire, d'après l'ouvrage de M. Ponteil ; le rôle de Trélat s'y trouve inclus. Marie, Ministre des Travaux Publics, et Garnier-Pagès, Maire de Paris, acceptent le 5 mars, le projet d'Emile Thomas, jeune ingénieur de l'Ecole Centrale. Dans les ateliers *sociaux*, préconisés par Louis Blanc « les ouvriers auraient travaillé à l'aide de la commandite de l'Etat, mais pour leur propre compte, en vue d'un bénéfice commun », comme le dit Louis Blanc ; les ateliers *Nationaux* montrèrent, entassés, pêle-mêle, des ouvriers de toutes professions, lesquels, chose insensée... furent soumis au même genre de travail ». Par Emile Thomas, ils furent centralisés, militarisés, enrôlés, immatriculés. Un document exposé à la Bibliothèque Nationale, exprime l'impossibilité de la réussite : Thomas lui-même avertit qu'il y avait du travail pour 10.000, et il y eut vite 50.000 enrôlés. Marie qui ne croyait pas au succès de l'entreprise se contenta de nourrir les inscrits, qu'ils travaillassent au ralenti ou point du tout, et il enrôla les autres dans la Garde Nationale, afin d'organiser une force armée populaire, en cas d'émeutes probables... Lorsque Trélat succéda à Marie, le Gouvernement se proposait de disperser les ateliers nationaux. Trélat, le 17 mai, expliqua à l'Assemblée que les travailleurs recevaient, écrit M. Ponteil, une aumône déguisée pour une beso-

gne sans portée. « Un comité extra parlementaire d'experts fut institué pour examiner la question. Le 24, Thomas reçut des instructions sans réplique sur les bases suivantes : choix pour les célibataires de 18 à 25 ans, entre l'enrôlement militaire et le licenciement ; recensement des travailleurs, congé signifié à ceux qui refuseraient les emplois que des patrons leur offriraient ; paiement à la pièce pour les travailleurs provisoirement maintenus en fonction ; envoi des travailleurs dans les départements pour être affectés aux travaux publics ». Le nouveau Ministre ne laissait plus à Thomas qu'un rôle secondaire d'agent du comité des experts ; l'ingénieur protesta... Sur l'ordre de Trélat, « le 26 mai, Thomas fut jeté dans une voiture où l'attendaient deux officiers de police, conduit à Bordeaux, où, sous la surveillance de la police, il attendit que les élections complémentaires de Paris aient eu lieu. Mauvaise politique et qui compromettait singulièrement le prestige du Gouvernement... Léon Lalanne, ex-polytechnicien succéda à Thomas, ingénieur de l'Ecole Centrale... Mais le congédiement de ce dernier refit l'unité de la classe ouvrière... Le 18 Juin, Trélat quitte le Ministère... Trois jours après, une Commission exécutive prit des décisions brutales d'envoi des ouvriers en province, d'enrôlement des jeunes dans l'armée... l'agitation grandit ; les journées sanglantes se déclenchèrent...

Le rôle de Trélat est difficile à apprécier dans ces brûlantes conjonctures ; on l'a considéré comme un saint laïque, un excellent homme, dont les bonnes intentions ont été gênées par l'inexpérience technique

et l'horreur du socialisme (G. Renard). Mais l'expérience, qui l'avait ? Non réélu à la Législative en 1849, il reprit sa place à la Salpêtrière. On le retrouve en 1871, au Conseil Municipal où il représenta le quartier du Panthéon.

JULES BECLARD ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL

L'intérêt de la brochure de Jules Béclard, intitulée : *Qu'est-ce que le droit au travail ?*, est réhaussé par la carrière de l'auteur (1818-1887). Docteur en médecine à 24 ans, professeur d'anatomie et de physiologie à la Faculté de Paris en 1846, il réussit ce tour de force de publier en 1848, à 30 ans, le *Traité de physiologie* qui aura plus d'une heure de célébrité et conduira son auteur à recueillir la succession professorale de Longuet en 1872. Béclard sera secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine, de 1873 jusqu'à sa mort ; les éloges qu'il prononça sont justement célèbres, notamment ceux de Trousseau, de Louis et d'Andral.

C'est donc une jeune et forte personnalité qui s'affirme d'abord par une campagne électorale, et par l'intérêt croissant qu'elle porte à la discussion sur l'Organisation du Travail, discussion tragique que n'ont pas épuisée les journées de Juin, et qui reste ouverte, sinon sur l'infini, du moins jusqu'à l'époque prochaine où le droit au travail, comme le droit à l'as-

sistance sera inscrit dans la Constitution du 4 Novembre 1848. La brochure de Béclard qui paraît le 10 août, chez Joubert, 14, rue des Prés, est, par sa date de publication, un acte de courage et gagne en valeur ce qu'elle perd en intérêt électoral. En effet, Béclard n'a pas été envoyé par ses concitoyens à l'Assemblée Nationale, mais cette bataille perdue n'a pas affaibli ses convictions ; aussi se tient-il pour obligé d'écrire ce qu'il ne peut exprimer à la Tribune Parlementaire ou au sein d'une Commission ; et s'il s'y décide, c'est qu'il craint qu'un esprit de parti rétrograde ne se glisse dans l'Assemblée, et « ne substitue une passion mauvaise à la vérité ». Selon Béclard, si le droit au travail doit être inscrit dans la Constitution, il faut agir au plus vite. Il n'est que temps. Il faut affranchir le travail, et l'honorer en le revêtant du caractère sacré de la loi ; s'il est un droit, il sera un moyen de prévenir les orages, mais il sera aussi « le plus naturel et le plus sacré des devoirs ».

En réalité le « droit » et le « devoir » tournent en rond autour de cette question qui serait oiseuse si elle n'était, au fond, si grave. Si l'on ne nie pas le devoir, dit Béclard, on doit reconnaître le droit, qui est inviolable. Or, ne laisse-t-on pas entendre que la reconnaissance du droit au travail est en contradiction avec les données économiques ? « Prétendre étouffer un droit naturel dans la conscience d'un peuple, c'est méconnaître l'Histoire des Nations et celle du cœur humain ». Le droit au travail est un ; il doit s'harmoniser avec les droits du même ordre, sans qu'on l'accuse de s'opposer à la propriété, et d'être son ennemi.

« De deux choses l'une, écrit Béchard, ou vous donnez du travail à qui en demande, ou vous lui donnez du pain ». Mais le flot des malheureux qui s'inscrivent dans les bureaux de bienfaisance, qui vivent de la charité publique et aussi de la charité privée, ne fait que grandir. Que l'Etat donne du travail, il évitera la misère qui s'accroît, le chômage, l'émigration des travailleurs, et il pourra aussi « établir, ou tout au moins contribuer à établir, avec les bénéfices, une caisse de retraite et de secours pour les ouvriers malades, vieux et infirmes ». Comme nous l'avons vu, en étudiant les ATELIERS NATIONAUX, tels qu'ils ont été institués par Marie et Emile Thomas, et les ATELIERS SOCIAUX, tels que les préconisait Louis Blanc, il y a là une question fort complexe, vouée à l'échec, et la conception de Jules Béchard ne semble pas apporter des éclaircissements satisfaisants ; parce qu'elle ne sort pas des généralités pour entrer dans la pratique ; son inspiration généreuse s'effrite au contact de la réalité. En proposant, comme il le fait dans sa brochure, déjà plus rétrospective en août qu'actuellement, que l'Etat paie moins cher l'ouvrier que l'industrie privée, et s'engage à ne pas concurrencer cette dernière, en fixant des prix de vente plus bas qu'elle, il ne peut contribuer à combattre la vie chère, et réussir à assurer aux ouvriers, seuls visés dans son étude, ce qu'on appelle de nos jours le minimum vital.

UN GRAND MÉDECIN PARLEMENTAIRE

TROUSSEAU (1801-1867)

Donnons la liste des médecins élus à l'Assemblée Constituante : Buchez et Recurt (Seine), Richard, (Cantal), Legrand, Guizard et Deschamps (Creuse), Heuchel (Haut-Rhin), Lélut (Haute-Savoie), Delavau (Indre), Dezeimeris, La Crouzille, Delbets, Chavoix et Taillefer (Dordogne), Morheri (Côtes-du-Nord), Dargenteuil et Brad (Charente-Inférieure), Champhanet (Ardèche), Lefrançois (Maine-et-Loire), Trélat et Lavigne (Puy-de-Dôme), Trousseau (Eure-et-Loir), Maissiat (Ain), Bertrand (Hérault), Laussedat (Allier), Cénac (Hautes-Pyrénées), Bourbousson (Vaucluse), Cerdy (Aube), Bixio (Doubs), Pézerat (Saône-et-Loire), Türk (Vosges), Freichon (Pas-de-Calais), E. Lafayette (Haute-Loire), Lortet (Rhône).

Comment ne s'arrêterait-on pas au nom prestigieux de TROUSSEAU ?

TROUSSEAU Armand, né à Tours, débute dans l'enseignement jusqu'au jour fameux où il fait connaissance de Bretonneau qui, avec conviction, lui dit : « Soyez médecin ». Il s'attacha à ce maître qui le traita comme un fils. Il continua ses études à Paris, à par-

tir de 1825 et cette année même il passa sa thèse : il fit partie des agrégés nommés en 1825, ses leçons furent immédiatement suivies, ses succès ne firent que grandir. En 1830, médecin des Hôpitaux, il fut professeur de matière médicale en 1839. « Pendant la période qui va de 1843 à 1848, la vie de Trousseau, écrit M. Genty, semble avoir été absorbée par la clientèle, devenue très importante, et par son enseignement à la Faculté ». Ambitionna-t-il de longue date de devenir représentant du peuple ? En tout cas, en 1848, il eut l'adresse de ne pas chercher à Paris l'investiture de ses confrères. Trop de compétitions s'y exerçaient autour des quatre candidatures envisagées... Une providentielle consultation à Chartres lui attira la sympathie respectueuse et dévouée de ses confrères. Ceux-ci le prièrent d'être leur candidat, et leur influence fut assez grande pour que le succès fût assuré. Trousseau, entre donc ainsi dans la vie politique. Qu'allait dire de son évolution son bon Maître Bretonneau ? Nous le trouvons dans le beau livre où Triaire a rassemblé la correspondance du médecin tourangeau et de ses fidèles. Deux lettres sont significatives, l'une de Trousseau datée du 16 mai, l'autre de Bretonneau, écrite le 15... Il est remarquable que, le jour même où l'Assemblée Nationale est envahie par Blanqui, Raspail, etc... Trousseau bien qu'inquiet de la santé de son fils soit présent à son banc de député. Et même il prétend avoir joué un rôle important dans le rétablissement de l'ordre parlementaire, que nous n'avons trouvé — faute de recherches suffisantes sans doute — signalé que par lui-même. Voici le texte de cette lettre :

16 mai 1848.

Cher Maître,

« Mon Georges est au dix-septième jour de sa do-
« thinentérie. Ce matin il est sans fièvre, la langue
« bonne ; la solution, à moins de chance bien malheu-
« reuse, est inévitable pour le vingt-et-unième jour
« au plus tard. Vous avez vu l'attentat dont nous
« avons été l'objet hier à la Chambre. Le journal
« *L'Assemblée Nationale* vous dira ce que j'ai fait
« pour reconquérir notre salle des séances dont les
« factieux s'étaient emparés. Aujourd'hui, tout est
« tranquille en apparence. Il faut maintenant que
« nous nous gardions d'abuser de cette espèce de vic-
« toire. Laissons la liberté, même à ceux qui en abu-
« sent. Ils seront vainqueurs un jour, prenons garde
« de leur donner un exemple funeste. Mille tendres-
« ses de la part de tous ».

Bel exemple de tolérance... Quelle philosophie a ce
jeune parlementaire dans cette assemblée récemment
écloso...

La lettre de Bretonneau, écrite la veille, est d'un
tout autre ton.

15 mai 1848.

« Oui, mon ami, j'ai eu ma part d'ivresse. Depuis
« deux mois, j'ai si souvent senti mon vieux sang
« bouillonner, que j'ai conçu toute l'effervescence du
« vôtre. Puis, la réflexion est intervenue, et elle ne
« vous donne pas gain de cause.

« On ne peut bien étreindre quand on embrasse

« trop. La médecine et la législation sont d'immenses
« sujets de réflexion : à l'une et à l'autre, il faut des
« études et du métier.

« Votre début me fait peur, et cette peur se compo-
« se de bien des appréhensions... Comme vous vous
« êtes laissé entraîner... Quelle lutte... Quels adver-
« saires... Compromettre à ce point l'avenir de Geor-
« ges et de Jeanne... Engager cette partie avec cette
« ardeur et la continuer avec cette insistance contre
« des tricheurs, qui mettent en jeu des paroles, et des
« paroles fausses, en invoquant bien haut des règles
« dont ils ne veulent tenir aucun compte.

« Je sais votre réplique, vous n'étiez pas allé cher-
« cher de tels adversaires pour les vaincre ; vous al-
« liez offrir et accepter des sympathies.

« Vous suiviez le conseil d'Horace : *Te melioribus*
« *offer*. Vous en suiviez la lettre. Les meilleurs, dont
« il entendait parler étaient excellents, et vos meil-
« leurs ne valaient guère.

« Je vais redouter avec un grand émoi vos succès de
« tribune. Décidément, vous êtes un joueur ; vous
« vous précipiterez dans cette voie, et pour combien
« de temps ne serez-vous pas sorti de votre carrière,
« et jusqu'où ne vous laisserez-vous pas conduire...

« La maladie sociale doit avoir un cours prolongé
« et subir des phases nécessaires et inévitables... quoi-
« qu'on fasse, la crise sociale doit durer ; aux hom-
« me éminents que les événements de la Révolution
« américaine avaient investis d'une si grande con-
« fiance, il a fallu quatre mois de délibération à huis
« clos pour refondre la Constitution qui régit encore

« les états de l'Union. Combien, dans les conditions
« où se trouve la France, faudra-t-il de temps pour
« arriver à l'ébauche de ce résultat ? Vous ne voudrez
« pas rester au-dessous de vos devoirs ; dans quelles
« études sérieuses, dans quels longs travaux ne pouvez-vous pas vous trouver engagé, et que deviendront alors les soins dus à la famille, à la médecine, et au professorat ? ... »

Les alarmes de Bretonneau étaient vaines. Dès le 21 mai, au cours d'une réponse, le fidèle disciple, qui se dispense de tenter la réfutation des remarques si pénétrantes du vieux maître, le rassure cependant sur la part qu'il entend prendre aux débats parlementaires. « Quel gachis, écrit-il... Je crois que Béranger s'en est retiré par dégoût... Décidément je ne descendrai plus à la cuisine quand je voudrai dîner avec appétit ».

Ceci explique sans doute que Trousseau n'ait joué au Parlement qu'un rôle effacé. M. P. Astruc a relevé quatre interventions à la tribune du député d'Eure-et-Loir ; il réclama des installations de bains-douches, l'adoption des crèches par l'administration de l'Assistance Publique ; il défendit la Faculté de Médecine de Strasbourg que la Commission des Finances voulait supprimer par raison d'économie, parce qu'elle comptait trop peu d'élèves, trop de chaires professorales, et occupait trop de personnel ; enfin, quand la Commission Flocon déposa son rapport sur le cumul, Trousseau et Gerdy demandèrent à ce que les membres de l'Académie (professeurs) puissent toucher leur jeton de présence comme les membres de l'Institut

auxquels cette dérogation était accordée. Mais les anti-cumulards étouffèrent la voix des vieux maîtres. Ceci se passait en Novembre 1848 et appelait certainement, dans l'esprit de Trousseau le même jugement qu'il avait porté, au lendemain de l'échauffourée du 15 mai sur la cuisine parlementaire.

ARAN (1817-1861)

ET LES FONCTIONS PUBLIQUES MEDICALES

François Amilcar ARAN a trente et un ans lors de la Révolution de 1848. Il s'est signalé, dès 1844, par son mémoire sur les fractures du crâne qui est resté d'un pur classicisme, et il se fait remarquer, dès les premières séances de l'Association des médecins, par son ardente protestation contre les destitutions dont ont été victimes des médecins des eaux minérales, sans parler d'Orfila et de Foville. Ces actes lui démontrent que l'abus des influences redevient éhonté sous la deuxième république comme sous la monarchie ; il songe à mettre un terme à cette détestable pratique, et propose un remède : toutes les fonctions médicales publiques doivent être soumises à l'élection ou au concours. Justement l'Association est en proie au plus vif mécontentement : elle a pris connaissance de la nomination du docteur Deguise par le Général Changarnier au poste de chirurgien en chef de la Garde Nationale. Or les places de chirurgien de la Garde sont si convoitées que Ricord propose avec ironie que chacun soit chirurgien, à tour de rôle : l'exemple est excellent.

Une Commission est alors nommée ; elle est composée de Gerdy président ; Maissiat, vice-président ; Chassaignac, Dechambre, Fournet, Raciborski, Robert, et Aran. Ce dernier est le rapporteur. Plus il a creusé le problème, plus il semble qu'il se soit éloigné des idées de certains de ses collègues, par exemple, du plus bruyant d'entre eux, Chassaignac. Par contre, il semble s'être particulièrement entendu avec Dechambre ; leur solidarité s'affirme lors de l'exposé du rapport. La Commission, où le rapporteur estime qu'il n'y avait pas à s'occuper des places qui relèvent des ministères de la guerre, de la marine et de l'enseignement. Ce qui lui importait, c'était de rechercher les places « en quelque sorte cachées dans les replis de l'administration, et qui n'aiment pas le grand jour, et d'empêcher qu'elles fussent données subrepticement ». Aran formule ces principes absolus à ses yeux : le corps médical a le droit de demander aux candidats des fonctions publiques deux conditions essentielles : l'honorabilité et l'aptitude, et de réclamer de l'Etat une intervention dans les nominations ; les candidats ont le droit de demander des garanties contre l'arbitraire, de quelque part qu'il se manifeste, du corps médical ou de l'Etat. Les postes vacants doivent être connus de tous, de manière à rallier le plus grand nombre possible de candidatures. En aucun cas, un ministre ne doit pouvoir faire une nomination directe. Les titres honorifiques ne constituent pas des sinécures ; si celles-ci existent, elles doivent être supprimées ou converties en fonctions réelles. Le rapporteur distingue des *places* de diagnostic qui nécessitent des

connaissances générales et des *places de clinique* « où la médecine se trouve placée sur un vaste théâtre de traitement », et il préconise deux systèmes : le concours pour un petit nombre de postes, nécessairement les plus importants, et l'élection pour le plus grand nombre. Aran, devant cette assemblée qui a renoncé à être nationale et n'est plus que parisienne, ne craint pas d'expliquer que l'élection aurait été plus étendue qu'il ne se résoud à la proposer, si l'on s'en était tenu au projet élaboré par Latour. En effet, « si l'Association générale... couvrirait notre pays de son vaste réseau, comme nous pouvons tous espérer de le voir un jour, cette élection serait possible et facile ; mais avec l'état de dissémination et d'isolement où se trouve maintenant le corps médical, ce serait s'engager dans la voie de l'impossible ». M. Astruc résume ainsi les propositions d'Aran et les réactions de l'Assemblée réduite : Il envisage les nominations par l'Etat d'après la liste de présentation qui lui serait remise par les Conseils départementaux, les Académies des Sciences et de Médecine, le Conseil Supérieur de Santé, les Tribunaux et les Préfets. Ce programme... fut rejeté. L'Association suivit Chassaing qui réclama l'élection directe, et s'éleva contre la présentation « legs de l'ancien régime, invention monarchique, violence au principe de la souveraineté populaire, injure au Corps Médical, un privilège odieux... une horreur... » L'Assemblée invita Aran et ses soutiens de la Commission à réfléchir. La Commission par la voix de Dechambre supplia l'Assemblée de faire un effort de compréhension, mais celle-ci persista, maintint son vote. La Com-

mission le 29 septembre, se retira. « Voilà, dit *La Gazette Médicale de Paris*, l'autorité mise en demeure de prendre ses hommes sans y regarder. Les démocrates sont bien convaincus qu'elle s'y prêtera de bonne grâce. Ainsi soit-il...

Aran, médecin des hôpitaux, professeur agrégé (1855), esprit indépendant, soucieux de mettre de l'ordre en toutes choses et dont le nom est resté lié à la description de l'atrophie musculaire progressive, mourut prématurément en 1861. Une carrière brisée...

SERRES (1786-1868)

ET L'HYGIENE SCOLAIRE

Il a 27 ans quand, avec Petit il publie le traité de la fièvre entéromésentérique (1813) qui précède la fièvre typhoïde de Louis, la Dothiententérie de Bretonneau. Interne, médecin des hôpitaux, agrégé, membre de l'Académie de Médecine et de l'Académie des Sciences, il eut une brillante carrière, et l'aurait poursuivie sans encombres, si 1848 ne lui avait apporté, outre des fonctions supplémentaires, quelques déboires. Candidat malheureux aux élections, où il avait sans succès sollicité les suffrages des électeurs du Lot-et-Garonne, son pays natal, il est visé par les cumulards parce qu'outre ses nombreuses fonctions, il aurait, dit-on, un appartement à l'Hôpital de la Pitié, — alors qu'il ne dispose que de deux pièces où il loge du matériel. — Il est, en avril, chargé de cours au Collège de France, et doit consacrer une part de son activité à l'étude de la population. Le programme qui lui est imposé comporte l'analyse et la distribution de la population dans les diverses régions, les constitutions physiques, l'hygiène, l'état moral et intellectuel, les conditions d'ex-

istence de chacune des professions dans chacun des arrondissements naturels ; le détail du ménage, c'est-à-dire les conditions de vie. Le plan est vaste, et Serres est appelé encore à le compléter en tant que président de la Commission d'enquête sur la durée du travail dans les maisons d'enseignement. C'est par là que débute l'hygiène scolaire, et Serres en est ainsi à la période où le médecin se renseigne sans conseiller. Il pose donc aux proviseurs une série de questions qui montrent quelles sont ses préoccupations dominantes. « Le plus bas âge pour l'admission des élèves doit-il être maintenu à huit ans ? Avez-vous observé les inconvénients où des maladies qui puissent être attribuées à l'âge d'admission des élèves ? A-t-on observé, dès la première année d'admission des différences dans le nombre, la nature et la gravité des maladies des élèves, suivant qu'ils viennent des villes ou des campagnes ? Pourrait-on introduire des modifications dans la durée du travail, soit dans la classe, soit dans la salle d'études ? (Ce qui rejoint la question du travail des enfants dans les usines). Le temps accordé au sommeil est-il suffisant ? (de 8 à 9 h). Les récréations ont-elles une assez longue durée ? Quel est votre système disciplinaire ? Y a-t-il des modifications à introduire dans l'emploi et la durée des vacances ? Le développement des maladies et en particulier la fièvre typhoïde, est-il, quelquefois déterminé par un travail trop assidu, par exemple à l'époque des compositions et des concours ? La méningite guette-t-elle particulièrement les élèves laborieux ? Y a-t-il des améliorations à apporter à l'alimentation ? Quels ont été, de

puis 10 ans le mouvement de la population, la propagation des maladies, la nature des maladies et le chiffre annuel de la mortalité ? Les journaux médicaux de 1848 ne donnent pas les résultats de cette enquête, mais « 1848 » l'a imposée.

UN MÉDECIN MILITAIRE

MICHEL LEVY (1809-1872)

Présidant la distribution des prix aux élèves du Val-de-Grâce, le 18 octobre 1848, Michel Lévy s'exprima sur l'ère nouvelle ouverte par la Révolution en des termes qu'il est superflu de commenter. « La médecine, qui sonde tous les secrets de la vie physique ne saurait se réduire aux proportions d'une industrie privée, ni avoir pour unique but de disputer à l'inévitable destruction quelques existences usées ; l'intérêt des populations la convie à une initiative généreuse, à une magistrature de direction sanitaire et de préservation collective... La médecine sociale n'existe point ; un système complet de police sanitaire est encore à créer... Un gouvernement qui vit du suffrage de tous est forcé de demander à notre profession tout le bien qu'elle peut faire ; *l'histoire nous montre la valeur sociale de la médecine s'élevant avec le prix de la vie humaine et ce prix est tout simplement la mesure de la civilisation* ».

C'est par ces paroles dignes d'être présentes à toutes les mémoires — et que les historiens généraux ont

totalemeut négligé de citer — qu'il nous semble nécessaire de commencer cette courte notice.

D'une modeste famille strasbourgeoise, chirurgien-élève à l'hôpital militaire d'instruction en 1830, soumis tout d'abord aux mutations qui l'envoient en Morée, et de là en Belgique, puis docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, médecin-adjoint à l'Hôpital de Calvi, Michel Lévy est, en 1837, — soit à 28 ans — nommé professeur d'hygiène au Val-de-Grâce, après un brillant concours. Il quitte ensuite l'école de santé militaire pour Metz et revient au Val, où à 41 ans, il atteindra le grade de Médecin-Inspecteur. En 1845, son *Traité d'Hygiène* remporte un immense succès, et c'est par ce livre que son nom, dit son panégyriste Bergeron, restera grand, par le style autant que par la science. Il s'y préoccupe, le premier, d'hygiène publique, montrant qu'il est insuffisant d'édifier l'hygiène de l'homme envisagé comme individu, et qu'il faut étendre l'hygiène à l'étude « de la conservation de la santé des masses, de la collectivité, et, pour tout dire, de la nation ». Ce faisant, il se montrait un précurseur, et l'esprit quarante-huitard — en ce qu'il libère la pensée du joug de l'oppression et de la routine — l'animait avant l'heure de la manifestation solennelle.

Aussi ses préoccupations dominantes jaillissent-elles de son cerveau, dès le début de l'époque révolutionnaire, comme si elles n'attendaient que ce signal qui levait le disque noir du silence. Et elles apparaissent minutieusement ordonnées par la méditation. Nous avons déjà cité dans la première partie de notre

étude, l'envolée des questions brûlantes que Michel Lévy lance sur l'avenir de la profession médicale civile, mais il ne la sépare pas de la médecine militaire; au contraire, il les lie; et confiant — en réalité ou en apparence? — dans une réforme prochaine et attendue, il déclare que « la réorganisation de la médecine militaire sera tout simplement le prodrome de la constitution de la médecine ». Ainsi voit-on que si Michel Lévy a posé la question de savoir « si l'individualisme restera la loi de l'exercice professionnel... si la médecine passera sous le règne de l'association et dans le groupe des fonctions sociales », il répond nettement à la question posée et se montre plus le contemporain des hommes de 1948 que celui des hommes de la Révolution de Février-Juin, d'il y a cent ans.

Si l'on se souvient que les premiers hôpitaux d'après les historiens, tels que M. Sigerist (1) furent ceux qu'aménagèrent les légions romaines au cours de leurs campagnes, on accorde à Michel Lévy que la médecine militaire, défendant l'armée contre les causes de destruction toujours menaçantes, a devancé la médecine civile dans l'application des règles de la protection des masses. Mais le professeur du Val-de-Grâce, considérant de haut le projet de réforme de la médecine militaire, promis sous Louis-Philippe, et qu'une Commission exhume, formule des revendications, calquées sur l'élévation et la dignité de la mission qu'accomplit le corps de santé.

Il écrit (*Gazette Médicale de Paris*, 15 avril 1848).

(1) H. SIGERIST : *Introduction à la médecine*, Payot, 1932.

« La médecine militaire paraît toucher aux termes de ses perplexités ; depuis longtemps, elle s'agite comme un malade, dans l'étrange situation qui lui est faite par des règlements élaborés en dehors de son concours et destinés à corroborer, à perpétuer l'omnipotence d'une classe d'administrateurs ». Aucune injustice ne doit plus frapper les médecins militaires ; leurs revendications appartiennent au droit commun. Égalité pour tous... Associés à tous les actes de la vie militaire, ayant subi autant et plus d'épreuves scientifiques, de sacrifices, que les officiers de toutes autres armes, ceux du corps de santé, ont droit aux mêmes préséances, aux mêmes prestations. Hors de ces principes, on ne construira rien de stable, rien de vrai. L'échelle des grades adoptée n'a d'échelon que jusqu'au grade de général de division. Pourquoi ? Pourquoi cette discordance : les colonels mis à la retraite avec une pension de lieutenant-colonel, les capitaines avec une pension de lieutenant ? Et s'intéressant au sort des plus jeunes, intrigué par l'incertitude qui règne sur le recrutement et l'avenir des sous-aides major, il prononce la parole attendue « Seront-ils renvoyables à merci ? » et pourquoi ?

Ces questions rejoignent la revendication de l'autonomie du corps de santé, dont Marchal (de Calvi) (2)

(1) MARCHAL (de Calvi) (1815-1873) : D'abord élève au Val-de-Grâce, il est en 1844 agrégé à la Faculté de Médecine de Paris. Esprit indépendant, auteur de nombreux travaux, il se fit toujours remarquer par l'ardeur de ses convictions politiques. On l'accusa d'avoir flatté le pouvoir royal, mais il s'en défendit avec ardeur au cours des réunions électorales de 1848, pour lui sans espoir.

est depuis longtemps le porte-parole, et l'est resté, en remettant, le 29 mars, à Barthélémy Saint-Hilaire, au nom des citoyens-élèves qui, ce jour-là plantent au Val un arbre de la Liberté, une adresse réclamant la libération du joug de l'intendance... qu'on a vue, en Février ne pas donner l'ordre de départ aux ambulanciers du Val, prêts à voler, avec leurs chefs en tête, au secours des blessés, et qui passèrent outre...

DISCOURS DES PROFESSEURS

PIORRY, ROSTAN, ROYER-COLLARD

I. PIORRY (1794-1879), Professeur de pathologie médicale (1840), célèbre par ses travaux sur la percussion médiate, apportait, dit le critique Jean Raimond (pseudonyme d'Amédée Latour), dans la discussion, une ardeur provocante, des répliques solennelles, des indignations majestueuses. Sa phraséologie était pompeuse, sa mimique vive et particulière ; son port de tête altier, sa gesticulation rapide, avaient une originalité certaine ». Ces qualités devaient-elles assurer son triomphe lors de sa candidature aux élections législatives ? Evidemment non. Et sa profession de foi, toute ponctuée de « Vive la République », débutant par ces mots « Citoyens, frères, amis,... *la Marseillaise* a été le premier chant que j'aie chanté, quand sous le feu de l'ennemi, je pensais les blessés de 1814 » n'éveille pas de longs échos. et il ne tarde pas à perdre toute illusion électorale. Cependant les étudiants l'attendent à l'ouverture de son cours, le 11 avril (à 12 jours des élections) ; ils espéraient une profession de foi politique ; ils n'entendirent qu'une profession

de foi médicale. N'importe. Il prend ce jour-là une belle revanche en proclamant « En tant que science humanitaire, la médecine touche l'économie sociale. Elle se rapproche de la politique en faisant connaître les différentes races d'hommes... La jurisprudence est unie à la médecine ; la médecine est éclairée par toutes les sciences ; elle les éclaire à son tour ; elle marche donc de front avec elle. Pour toutes les progrès sont les mêmes ; et de même que sont tombés la vieille société, la vieille politique, les vieux poids, les vieilles mesures, et la vieille royauté, de même aussi sont tombés les vieux usages, les vieilles traditions, la vieille personnification de la maladie et le vieux langage ».

2. ROSTAN (1790-1866). Le même jour où Piorry ouvre son cours à la Faculté et où Marchal (de Calvi) prononce un discours au Val-de-Grâce, le professeur Rostan s'adresse aux auditeurs de la clinique de l'Hôtel-Dieu. Comme celle de son collègue, sa candidature électorale n'a pas eu le succès qu'il escomptait. Il s'est vanté, dans sa profession de foi, de n'avoir jamais rien demandé, ni à la Restauration, ni à Louis-Philippe. Il est, dit-il, le fils de ses œuvres et la chute du Roi-Citoyen le remplit de joie. C'est cette joie qu'il manifeste en traitant devant ses élèves des « bienfaits et des devoirs que comporte la République ». (M. Genty). Voici les extraits de son discours, coupés par les bravos de l'auditoire :

« Pendant les 17 années qui viennent de s'écouler, le pénible spectacle de nos libertés s'effeuillant l'une

après l'autre avait fini par nous plonger dans un morne découragement. L'amour seul de la science et de l'humanité, le bonheur de vous instruire, de vous communiquer le fruit de notre vieille expérience soutenait notre courage et détournait nos regards de l'humiliation où notre belle patrie descendait tous les jours envers l'étranger et du mépris où la corruption la plongeait au dedans. L'honnête homme s'affligeait et s'indignait profondément du degré de bassesse où nous étions parvenus. La plainte nous étant interdite et n'ayant rien à louer, l'ouverture de notre cours se faisait silencieuse et notre première leçon commençait par l'histoire de notre premier malade.

Aujourd'hui une ère nouvelle s'ouvre devant nous. La plus admirable des tempêtes vient de balayer les impuretés dont nous étions souillés et notre patrie régénérée brille enfin d'un éclat radieux sous le soleil de la Liberté.

Je ne puis résister au désir de vous communiquer les émotions que j'éprouve... Ce sujet est d'ailleurs moins étranger à nos méditations habituelles qu'on ne pourrait le croire ; il nous y ramène forcément ; car si la République nous promet de grands biens elle nous impose de grands devoirs, et je ne dois pas faillir à l'obligation de vous les signaler ».

Rostan définit ensuite la *Liberté*, l'*Egalité*, la *Fraternité*, puis il ajoute que « la République fera respecter les lois, les saintes lois devant lesquelles toute puissance doit courber la tête ». Elle fera respecter la justice, « image de Dieu sur la terre », les droits légitimement acquis, la propriété, les croyances religieu-

ses « car rien n'est plus sacré que la conscience, et nul n'a le droit d'en violer le sanctuaire, la liberté de l'enseignement, la liberté de la presse, la liberté de s'associer. Avec la République, disparaîtront « toutes les plaies sociales engendrées par les vices, par l'ignorance, par l'égoïsme ». Mais Rostan s'est rallié à l'Empire.

3. ROYER-COLLARD (1802-1850). Professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine de Paris et président de l'Académie *Nationale* de Médecine (elle a cessé d'être *Royale*, à la séance du 7 mars), en ouvrant son cours le 10 mai (5 jours avant la séance tumultueuse de l'Assemblée Constituante), rappelle que la République est traditionnellement aimée et soutenue par sa famille. Il adopte les paroles d'un de ses proches, prononcées en 1821, en réponse à M. de Serres qui déplore les progrès de la démocratie. « Pour moi, je bénis la Providence de ce qu'elle daigne appeler au bienfait de la civilisation un plus grand nombre de ses créatures ». Il fait mieux ; il tente de les appliquer. La science qu'il enseigne le guide vers la mission civilisatrice du médecin, car c'est elle qui lui donne sa puissance d'action. Aussi, définit-il l'hygiène, *la science qui enseigne l'art de vivre aux individus comme aux sociétés* et devançant d'un siècle la *Médecine du Travail*, il insiste sur l'hygiène industrielle, qui recherche quelle influence sur la santé de ceux qui s'y livrent, en l'atmosphère dans laquelle ils vivent, le contact des divers objets, l'ordre, la mesure, le choix de leur alimentation, les exercices auxquels ils sont astreints, la

durée de leur travail, le repos. L'hygiène industrielle étudie le résultat que peut avoir sur la santé publique le développement même de leur industrie, les gaz, les poussières, les eaux qui proviennent de telle ou telle fabrique, les matériaux ou préparations qui en sortent, et qui servent à la consommation générale ; elle étudie les tables de la mortalité, la police générale des villes, les épidémies ; son champ d'action va de l'éclairage à la prostitution, en passant par les Halles, les inhumations, la construction des rues et des immeubles, la vente des comestibles et la falsification, etc... La place de l'hygiène qui était toute petite doit s'implanter dans les études et croître. Hippolyte Royer-Collard qui s'efforce de faire son devoir de médecin et de citoyen, achève de compromettre sa santé déclinante et prévoyant qu'il n'assistera pas à la réalisation de ses rêves, il montre que c'est cependant le moment de les faire entrer dans la réalité.

« La révolution qui vient de s'accomplir, proclame-t-il, n'est pas seulement une révolution politique, c'est une révolution dans l'ordre de la société, fille de la Révolution qui nous a tirés tous de la glèbe et de la corvée... Il s'agit maintenant de savoir dans quelles mains la France devra tomber, si elle sera gouvernée par des rois, des directeurs ou des consuls. Ce n'est là jusqu'à un certain point qu'une question secondaire ; l'organisation politique du Gouvernement n'est que la forme extérieure, que la *draperie* de l'organisation sociale. Celle-ci est le fond du problème, la question essentielle et principale.

... Le but sérieux de notre révolution... c'est de déci-

der ce que doit être, dans l'ordre de la société, cette classe ouvrière qui en est la partie la plus nombreuse, la plus active : ... Il ne faut pas s'y tromper, notre révolution, c'est l'avènement de cette classe à des destinées meilleures et son introduction dans les affaires publiques... Le règne de l'aristocratie a pris fin en 1789. Le règne exclusif de la bourgeoisie a fini en 1848. Elle a abdiqué, elle a rendu ses armes, et sa suprématie a abdiqué dans la tempête ».

La France est-elle donc destinée à rouler de catastrophes en catastrophes ? Le professeur le craint si nous commettons les mêmes fautes qui ont été commises jusqu'à ce jour, et il adresse aux étudiants cette adjuration :

« Mais si, instruits par le passé, vous vous appliquez à faire tourner au profit de l'humanité, les connaissances que vous donne une éducation privilégiée ; si, témoins journaliers, comme vous êtes, des souffrances du pauvre, de ces rues infectes qu'il habite, de ces greniers où la faim et le froid le consomment, dans ces ateliers où il respire un air vicié, dans ces hôpitaux où des maladies locales s'ajoutent à celles qu'il y a apportées... Si, témoins de tous ces maux, vous voulez en établir soigneusement les causes, indiquer les remèdes que la science conseille, et signaler à l'administration les vices de nos lois et les conséquences funestes qui en résultent... alors vous verrez ces esclaves... entrer paisiblement en la possession des biens sociaux que la Providence destine également à tous les hommes ».

UNE VICTIME ET SON ADVERSAIRE

ORFILA ET BOUILLAUD
(1787-1853) (1796-1881)

Des coups de feu, et de retentissantes *Marseillaises* marquent l'avènement du gouvernement provisoire ; suivent un certain nombre de mesures parmi lesquelles on compte des actes arbitraires. Aran — nous l'avons noté — s'était élevé contre les destitutions de médecins inspecteurs des eaux thermales ; mais disait les *Archives Générales de Médecine*, « les primes accordées à la servilité, au favoritisme ont été aussi nombreuses que sous le précédent régime ». Scandale, la révocation d'Achille FOVILLE (1799-1878), médecin de la maison d'aliénés de Charenton ; scandale aussi la révocation du doyen Orfila ; ce qui n'est pas déjà en soi un incident sans importance et ce qui est presque inintelligible quand, attiré par « l'affaire Orfila » (1), on cherche à en déchiffrer le mystère. Mathieu-Joseph-Bonaventure ORFILA, né à Mahon, dans l'île de Minorque en 1787, mort à Paris en 1853, eut une jeunesse aventureuse particulièrement bien retracée par son

(1) P. ASTRUC : l'Affaire Orfila. *Progrès Médical* 1948. N° 4.

biographe, M. Fayolle (Albin-Michel 1936) et très récemment résumée (1). Le *Baléare*, (de son surnom) venu à Paris perfectionner ses études brillantes commencées à Valence, puis à Madrid, connaît bien des vicissitudes, et doit à ses multiples talents de vaincre des difficultés que, sans tentative romancée, on reconnaît peu surmontables, puisqu'elles vont de la privation de la pension faite par la junte de commerce de Barcelone, au séjour dans une prison, sur soupçon d'hostilité à la politique de Napoléon I^{er} en Espagne. Docteur en Médecine en 1811, il publie la TOXICOLOGIE GÉNÉRALE, science où il est novateur, en 1816, les ÉLÉMENTS DE CHIMIE MÉDICALE, en 1818, les SECOURS A DONNER AUX PERSONNES EMPQISONNÉES et ASPHYXIÉES, TRAITÉ DE MÉDECINE LÉGALE, en 1830, le TRAITÉ DES EXHUMATIONS JURIDIQUES. Entre temps, il est naturalisé, et attire l'attention des élèves et des maîtres, au point de recevoir en 1819 des mains défaillantes de Royer-Colard (passé à la chaire des maladies mentales), la chaire de Médecine Légale, et d'être choisi par le doyen Antoine Dubois comme assesseur (1830), et comme successeur en 1831. « Eminent professeur, c'est, dit Ménière dans le grand amphithéâtre qu'il a goûté, de toutes les gloires, celle qui le touchait le plus vivement ». Son activité décanale est immense : « Il crée, écrit M. P. Astruc, l'Hôpital des Cliniques sur le terrain où, de nos jours, est édifié l'Ecole Pratique ; on lui doit les services d'orthopédie, d'ophtalmologie, d'urologie, le Musée qui porte justement son nom, et dont le Musée-Hunter à Londres lui a donné l'idée. Il rétablit la discipline, la sévérité dans les examens,

oblige les étrangers à faire des études régulières et à passer leur thèse, tente d'épurer la profession, propose la suppression des offices de santé, augmente la durée des études, réorganise les écoles préparatoires de médecine, la composition des jurys, lutte contre le charlatanisme, veut instituer des médecins cantonaux ou communaux. Philantrope, il fonde l'Association des Médecins du département de la Seine. Amateur de musique, il est recherché, dans les salons de l'aristocratie, comme chanteur.

On l'a représenté courbé devant le Pouvoir, même quand il ne se gênait pas pour en combattre les desseins. Ainsi, en 1847, il souffre des insinuations perfides portées contre lui, au sujet du projet de réforme des *Etudes Médicales* déposé à la Chambre des Pairs, où Victor Cousin aussi l'attaque avec virulence. Il faut y insister. M. de Salvandy est le Ministre de l'Instruction Publique de Louis-Philippe. On lui doit un bon mot historique : à une soirée donnée en 1830 par le duc d'Orléans au roi de Naples, il dit à son hôte : « C'est une fête toute napolitaine, Monseigneur, car nous dansons sur un volcan ». Et on lui doit aussi ce mauvais projet de réforme des études médicales, contre lequel s'élèvent les médecins au début de 1848, et toute la presse spécialisée. Orfila participe à cette opposition avec un beau courage ; il lutte contre le Ministre avec une telle fougue que M. de Salvandy lui inflige un blâme, et qu'Orfila lui offre sa démission en lui écrivant : « Ce serait acheter trop cher l'honneur d'appartenir à un corps éminent que d'abdiquer ainsi jusqu'aux dernières traces de son indépendance ».

Cette démission que le ministre Louis-philipard refuse, le Gouvernement provisoire dès son apparition, tente de l'arracher au doyen; sans motif connu; Orfila tient tête; le 1^{er} mars, le décret de révocation paraît à *l'Officiel*. Le quartier des écoles est en émoi; on comprend le sens de cette supplique adressée par les élèves au Maire de Paris: (2) Seuls, ils doivent élire le Doyen de la Faculté de Médecine; (la promesse faite, ne sera jamais tenue); Orfila, à son cours, supplie l'auditoire de s'abstenir de toute manifestation et félicite le Gouvernement du choix heureux qu'il a fait en désignant Bouillaud, dont il ne tarde pas à s'apercevoir qu'il est le plus redoutable de ses adversaires, plus dangereux qu'un Raspail (voir l'affaire Lafarge) ou qu'un Fabre (auteur des *Satires de la Némésis Médicale* et directeur de la *Gazette des Hôpitaux*).

BOUILLAUD est fils de ses œuvres comme Orfila. Ses jeunes talents, ses succès scolaires le mènent de Garat (Charente), son pays natal à Paris où ses débuts sont difficiles. La bourse est plate; Percy auquel il est recommandé, ne devait pas être dans ses bons jours, car il le reçoit mal. Il débute en chirurgie chez Richerand à Saint-Louis au moment où Louis XVIII prend possession du trône, et où Paris est envahi par le typhus. Une lettre reproduite par M. Busquet le montre rempli de « zèle pour la Patrie, d'amour pour l'Empereur, de haine pour le Roi ». Il s'engage dans les troupes impériales, et après Waterloo, rentre auprès

(2) La délégation était présentée par Ricord (1800-1889), Membre de l'Académie de Médecine (1850).

de sa famille « guéri de cet esprit d'enthousiasme, qui est toujours funeste à ceux qui en sont trop vivement pénétrés ». Revenu à Paris, il est interne en 1818, docteur en 1823, et après plusieurs tentatives, agrégé de médecine en 1826, médecin des hôpitaux de Paris en 1831, et la même année professeur de clinique médicale, successeur de Récamier, démissionnaire. Elu représentant du peuple dans les Charentes, en 1843, il vota avec la gauche. Balzac qui fut son ami et le dépeignit sous les traits d'Horace Bianchon, le montre affilié dans sa jeunesse à la CHARBONNERIE, à la SOCIÉTÉ DIABLEMENT PHILOSOPHIQUE ; si le romancier est un historien fidèle, on pourrait ainsi rapprocher certaines de ses idées de celles de *Buchez*, *Trélat*, *Recurt*, et ceci expliquerait mieux l'attitude de Bouillaud en 1848 et les appuis dont il disposa que les convictions impérialistes de sa jeunesse, et les tendances politiques sans éclat de son âge mûr ; il est aussi l'ami d'Hippolyte Carnot.

Quelles furent les machinations ourdies contre Orfila ? Elles durèrent plusieurs jours, nous l'avons dit. A la révocation, fait suite la nomination de Bouillaud. Le voici Doyen. Il s'empresse de remercier le Gouvernement Provisoire, à la tête d'une délégation de professeurs de la Faculté de Médecine où figure Fouquier, médecin de Louis-Philippe... Bouillaud se répandit en flatteries envers le Ministre de l'Instruction Publique, fils de l'immortel citoyen, surnommé l'organisateur de la victoire. Carnot laissa Arago, Ministre de la Marine, le soin de répondre ». (3).

(3) P. ASTRUC : 1848 et la Médecine.

La nomination de Bouillaud fit scandale. Les journaux écrivent : M. Bouillaud est certainement moins sanguinaire en politique qu'en médecine (aussi partisan des émissions sanguines que Broussais) ; ... Des thermomètres se sont montrés d'une extrême sensibilité aux professions de foi républicaines... Orfila n'est pas attaqué. Tous les journaux médicaux le défendent, et même le « Phocéén » Fabre qui l'a tant combattu, écrit cette fois. « Avant lui l'administration de l'Ecole de Médecine avait été négligée ; avec lui l'ordre règne ». (4). Nous ne connaissons que deux cas où la destitution de M. Orfila serait justifiée : 1° Si M. Orfila était intellectuellement au-dessous de sa tâche. 2° S'il était dans l'Ecole une cause de désordre. Aucune de ces conditions n'est remplie. De plus, M. Orfila n'a rien fait contre le Gouvernement présent... »

C'est ici que courent des bruits singuliers ... M. Orfila aurait pris l'état de ses dépenses pour les dépenses de l'Etat... M. Bouillaud ne peut avaliser la gestion de son prédécesseur... De mars à décembre les plus étranges bruits circulent... Enfin, dans son n° 52-53, d'accord avec ses confrères, la *Gazette Médicale de Paris* revient sur l'affaire et l'expose (5) : « Il est avéré que l'ex-doyen, aussitôt destitué fit des démarches pour la nomination de Bouillaud, et que celui-ci, courtisan du Gouvernement Provisoire, dirigea contre le décanat et la gestion d'Orfila les plus perfides attaques. Cette gestion fut examinée d'abord par la

(4) L'affaire Orfila.

(5) L'affaire Orfila.

Faculté, puis par le Conseil de l'Université, enfin par une commission de liquidation. Le Conseil de l'Université rendit hommage au zèle et aux éminents services rendus par Orfila à la Faculté et à l'Enseignement, laissant à la charge de l'ancien doyen une somme de 28.000 francs, que celui-ci avait demandé à payer. Toutefois, le Conseil invitait le Ministre à solder cette somme, due pour des améliorations faites à la Faculté. Bouillaud refusa de signer le mémoire. « M. le Doyen, écrit Guérin dans la *Gazette Médicale de Paris*, a-t-il bien compris toute la portée de sa conduite ? A-t-il songé que tant de mauvais vouloir pourrait s'appeler une tentative d'assassinat moral ? La presse honnête et courageuse est parfois condamnée à de pénibles devoirs. Celui que nous remplissons en ce moment nous coûte plus que nous ne saurions dire ; mais nous nous en voudrions plus encore d'y avoir manqué par pusillanimité ». La tendance de la presse fut partagée par la commission d'enquête ; un débat à la Chambre fut favorable à Orfila. Le 30 décembre 1848, Bouillaud fut remplacé par Bérard. Ce « remplacement » fut signé par M. de Falloux, Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes.

HORS-SÉRIE

I. — LOUIS PASTEUR EN 1848

En 1848, Louis Pasteur a 26 ans. Préparateur de chimie à l'Ecole Normale Supérieure, il vit des maigres émoluments qui lui sont alloués. En cinq ans, le normalien (reçu en 1843), est devenu agrégé pour les sciences physiques et docteur es-sciences. Il partage son temps entre les recherches qui vont lui assurer une rapide célébrité et les tentatives qu'il fait pour améliorer sa situation matérielle par l'obtention d'un poste plus lucratif que celui qu'il détient, quand les événements font de lui un garde national. Sa *Correspondance* (Grasset, éditeur) relate, en termes émouvants, ses préoccupations et les témoignages d'affection qui s'échangent régulièrement entre ses parents et lui. Le père et la mère de Louis Pasteur ont le souci constant de la santé de leur fils chéri, et craignent que les excès de travail la compromettent. Avec la Révolution apparaît un souci déchirant, celui de la sécurité. D'Arbois parviennent au jeune savant les conseils de Jean-Joseph Pasteur « ne pas sortir la nuit, éviter de se mêler aux émeutes ». Le 20 février,

alors qu'on prévoit « du trouble à l'occasion d'un banquet réformiste, le père Pasteur est catégorique : « Reste chez toi et donne-nous immédiatement de tes nouvelles, et, s'il y a du danger, écris-nous tous les jours ». Beaucoup d'autres recommandations ont dû suivre ; on les devine sans les lire, car la Correspondance conservée passe du 20 février au 16 avril. Ce jour-là, c'est Louis Pasteur qui tient la plume, et la guide sur le papier, en son poste de garde national au chemin de fer d'Orléans. La lettre qu'il adresse à ses chers parents ne manquera pas de les renseigner sur la suppléance qu'il espère obtenir à la Faculté des Sciences de Montpellier, et, qui, depuis le 3 avril, date de sa demande, est au point mort. Mais ses préoccupations ont changé de nature ou se sont étendues. Il décrit la manifestation du jour, les bruits qui circulent, entonne la gloire de la garde nationale, qui « fait un chiffre de 220.000 hommes », et qui a maintenu l'ordre et affermi le gouvernement provisoire. On peut penser que Jean-Joseph Pasteur (et sa femme qui devait mourir d'apoplexie au mois de mai), durent sentir grandir leurs craintes en lisant ces lignes : « Je suis très heureux d'avoir été à Paris aux journées de Février et d'y être maintenant encore. Je quitterais Paris avec regret en ce moment. Ce sont de beaux et de sublimes enseignements que ceux qui se déroulent ici sous les yeux. Je *m'aguerris aussi à tous ces bruits de combats, d'émeute et s'il le fallait, je me battrais avec le plus grand courage pour la sainte cause de la République* ».

Or, le tanneur d'Arbois a été gagné aussi par l'élan

politique. Et peut-être la lettre du 16 avril, partie de Paris, — et celle du 23 avril postée du Jura — se sont-elles croisées... « Je t'avertis, écrit le père, qu'un mouvement général doit avoir lieu contre les légitimistes, si par malheur ils viennent à dominer la Chambre. Comme les républicains ne se proposent rien à moins qu'à marcher sur Paris pour les jeter à la Seine, si pareille chose arrivait, il serait de la plus haute imprudence de quitter Paris, car ceux qui en sortiraient seraient accusés d'être Légitimistes et traités comme tels ». Jean-Joseph explique à son fils dans quelles conditions se présentent les élections dans le Jura et désigne ses candidats favoris, au nombre desquels figure Jules Grévy. Et il termine ainsi sa lettre « Tu me dis que tu as donné tes économies, se montant à 150 francs, à la Patrie. Je t'approuve, mais cet acte ne doit pas rester ignoré, et, je te le répète, provoke une souscription dans ton école en *faveur des pauvres exilés polonais* qui ont tant fait pour nous, ce sera une bonne œuvre. Tu as sans doute un récépissé de tes 150 francs à la date du jour et du bureau où tu as fait ce versement. Voici dans le sens que je désire que tu formules la note que je te dis de faire insérer dans le journal *Le National* ou *La Réforme* : *don à la Patrie 150 francs, par le fils d'un vieux soldat décoré de l'Empereur. L. P. ancien élève Ecole Normale* ».

II. — LITTRÉ (1801-1881)

Maximilien-Paul-Emile LITTRÉ est comme Pasteur rangé parmi les médecins hors série, où si l'on veut comme un docteur *honoris causa*, mais, en fait, s'il lui manque le titre définitif, il n'en reste pas moins qu'il fut étudiant en médecine, interne des hôpitaux de Paris, le meilleur traducteur des *Œuvres d'Hippocrate*, et que ses articles médicaux dans le *Dictionnaire de médecine en trente volumes*, le *Dictionnaire de Médecine* et de *Chirurgie* qu'il publie avec Charles Robin et ses nombreuses études, l'associent étroitement à une profession qu'il n'exerça pas.

Déjà, en 1830, relate M. Maurice Genty, « il fit le coup de feu pendant toute la journée du 28 juillet, dans la Cité, le long du quai Napoléon ; mais encore il arbora pour la circonstance son habit de garde national, habit séditionnel qui devait d'autant mieux le désigner aux balles, car la garde nationale était dissoute ». Et passant en 1848, l'érudit biographe note ainsi la continuité de la pensée et de l'attitude de Littré : « Il n'était plus le bouillant jeune homme de 1830 ; il pensait que si les « coups d'état d'en bas » sont quelquefois légitimes, ils ne le sont pas toujours. Les journées de Février le surprirent ; il avait cru à une émeute sans importance. Les journées de Juin l'émurent davantage : il sortit avec un fusil pour défendre l'ordre ; mais entouré d'une foule hostile et nombreuse qui voulait le désarmer, il eut toutes les peines du monde à rentrer chez lui et renonça à son projet de prendre part à la lutte ».

Lors de la réunion préparatoire des médecins aux élections — à laquelle nous avons déjà fait plusieurs fois allusion — on remarqua l'absence de Littré, et on regretta qu'il ne se portât point candidat. Il fit partie d'une Commission nommée par le Préfet de la Seine pour réorganiser l'administration des Hôpitaux, et dont, entre autres, faisaient partie Buchez et Voillemier.

La *Semaine dans le monde* du 21 février 1948 a publié deux écrits de Littré, d'ailleurs sans en indiquer la provenance. L'un est daté ; l'autre est sans date. Nous les reproduisons d'après le périodique qui les a sortis de l'ombre.

3 mars 1848.

Le coup qui vient d'être frappé a été aussi inattendu pour ceux qui l'ont souffert que pour ceux qui l'ont porté. De là un étonnement qui n'est pas moindre à Paris qu'il ne l'est, je suppose, dans les départements. Mais une seule et unanime réflexion frappe les esprits, c'est que l'essai de monarchie tenté par Louis-Philippe est le dernier et que la République est devenue inévitable aussi bien pour ceux qui la craignaient que pour ceux qui la désiraient. Paris est en ce moment dans le calme le plus complet ; et à part quelques pavés dérangés dans les rues on ne se douterait pas qu'une révolution vient de s'accomplir.

Nous avons donc ici beaucoup de confiance et nous comptons sur les départements pour un double genre de service. D'abord nous espérons qu'ils enverront à l'Assemblée Nationale des hommes qui ne tergiverse-

ront pas sur la question de gouvernement et qui proclameront sans hésiter la république afin d'éviter le trouble qu'amènerait la moindre hésitation à cet égard. En second lieu, nous espérons aussi que tout en développant dans le sens populaire les événements, ils s'occuperont à consolider l'ordre et à rassurer la propriété.

Ces deux chses sont connexes : on ne défendra maintenant l'ordre que par la république. Dites bien qu'il y a là une exigence impérieuse. Des hommes qui inaugureront hardiment la république seront maîtres de la situation ; autrement elle leur échappera et nous serons menacés de l'anarchie : telle est mon opinion et l'opinion de beaucoup de gens autour de moi. République, ordre, paix, tel doit être notre mot de ralliement...

LES ARBRES DE 48.

Si en 1792 il y avait en France plus de 60.000 arbres de la Liberté, on ne compta plus, au lendemain de la révolution de 1848, les ormes ou les chênes que l'on se mit à planter un peu partout pour perpétuer le souvenir des journées glorieuses. Après chaque quartier, chaque rue voulait avoir le sien. Si l'on avait cédé à la volonté des planteurs, Paris fût redevenu en quelques mois la forêt des temps druidiques. Le Gouvernement réagit et des équipes furent chargées d'arracher une partie de ces arbres, ceux qui gênaient par trop les voitures ou les piétons, car il en avait poussé jus-

que sur les trottoirs. Les déracineurs, pour ne pas soulever la colère des foules devaient opérer avec le maximum de discrétion, en cachette même, et c'est pourquoi ils travaillaient la nuit. Enthousiasme d'hier que ressuscitera, bien symboliquement, pour la cérémonie de dimanche, l'arbre de la Liberté bizarrement juché sur un mât, placé de l'Hôtel-de-Ville, et qui, son rôle terminé, rejoindra sagement son bois ou son jardin sans plus se soucier d'histoire que de liberté.

CONCLUSIONS

1. La classe médicale intervint au cours de la Révolution de 1848 et elle a été héroïque.

2. Elle a manifesté son enthousiasme pour le régime républicain, a dressé le plan des réformes à accomplir pour améliorer la santé publique, voulu créer la médecine sociale, heureusement définie : Médecine au service de la Société, cherché à modifier la profession par l'union, l'élection aux fonctions publiques, la lutte contre le cumul, la refonte de l'Assistance Publique, et a pénétré au Parlement en y envoyant des représentants qualifiés.

3. La classe médicale a échoué dans la plupart de ses tentatives. Elle n'est parvenue ni à grouper les médecins en une association générale, ni à réaliser l'accord sur les nominations aux fonctions publiques, ni à imposer ses vues sur la réforme de l'administration des hôpitaux, des bureaux de bienfaisance, ni à prendre au Parlement plus de 36 places (contre 253 avocats) sur 876 députés.

4. Sans exagérer la grandeur et l'efficacité de leur action, nous pensons que parmi les médecins les plus

représentatifs de cette époque, BUCHEZ reste au premier rang par ses attaches, son passé, son œuvre, son action pré-parlementaire et parlementaire, la dignité de sa carrière ; auprès de lui RECURT et TRÉLAT. Les médecins journalistes FABRE, GUÉRIN, LATOUR, ont guidé l'opinion médicale sur tous les problèmes de l'heure et de l'avenir. Michel LÉVY, ARAN, BOUDIN se signalent par leurs vues profondes l'un par ses écrits sur la profession en général et sur la médecine militaire, l'autre par son effort touchant l'accès aux fonctions publiques, le troisième par son programme de médecine sociale.

5. Suivre la classe médicale en 1848 dans ses actes, ses pensées, ses réactions, offre un immense intérêt pour l'histoire en général et l'histoire de la médecine en particulier.

Vu : le Doyen de la Faculté,
Léon BINET.

Vu : le Président de thèse,
BARIÉTY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
CABANNES.

BIBLIOGRAPHIE

- I. ASTRUC Pierre. — Louis-René VILLERMÉ, *Biographies médicales*, n° 7, 1933.
Louis-René VILLERMÉ, *Progrès médical illustré*, n° 7 1932.
1848 et la Médecine, *Progrès Médical*, n° 12 (24 juin) et n° 13, (10 juillet 1946).
F. VINCENT-RASPAIL, *Progrès Médical*, n° 9, 1946.
L'affaire Orfila, *Progrès Médical*, n° 4, 1948.
- II. BERGERON. — Eloge de Michel Lévy (Académie de Médecine, 13 décembre 1892).
- III. BERTAUT (J.). — 1848 et la seconde République, (A. Fayard).
- IV. BUSQUET (P.). — PIORRY, *Biographies médicales*, n°s 4 et 5, 1930, (J.-B. Baillière).
BOUÏLLAUD, *Biographies médicales*, n° 1, 1931.
- V. CASSOU (Jean). — *Quarante-Huit* (Gallimard).
Le Quarante-huitard (Presses Universitaires).
- VI. CORNILLEAU (Robert). — Un médecin sociologue en 1848. Philippe BUCHEZ, *Progrès Médical illustré*, n° 9, 1936.
- VII. CUVILLIER (Armand). — P. J.-B. BUCHEZ (Presses Universitaires).

- VIII. GENTY (Maurice). — TROUSSEAU, *Biographies Médicales*, n^{os} 2 et 3 1931 (J.-B. Baillière).
LÉON ROSTAN, *Biographies Médicales*, n^o 3, 1935.
LITTRÉ, *Biographies Médicales*, n^{os} 4 et 5, 1932.
- IX. LABIGNETTE. — Le Docteur BUCHEZ (Société d'histoire de médecine, 10 avril 1946).
- X. MARTIN (G.). — La *Révolution de 1848* (Presses Universitaires).
- XI. PONTEIL. — 1848 (A. Colin).
- XII. POUIMES DE LA SIBOUTIE. — Souvenirs d'un médecin de Paris.
- XIII. G. RENARD. — *La République de 1848*, Histoire Socialiste, tome IX.
- XIV. TRIAIRE (P.). — *Bretonneau et ses correspondants*.
- XV. *Collections de la Gazette des Hôpitaux, des Archives, Générales de Médecine, de la Gazette Médicale de Paris, de l'Union Médicale*.
- XVI. *La Révolution de 1848. — Catalogue de l'Exposition de la Bibliothèque Nationale*.

